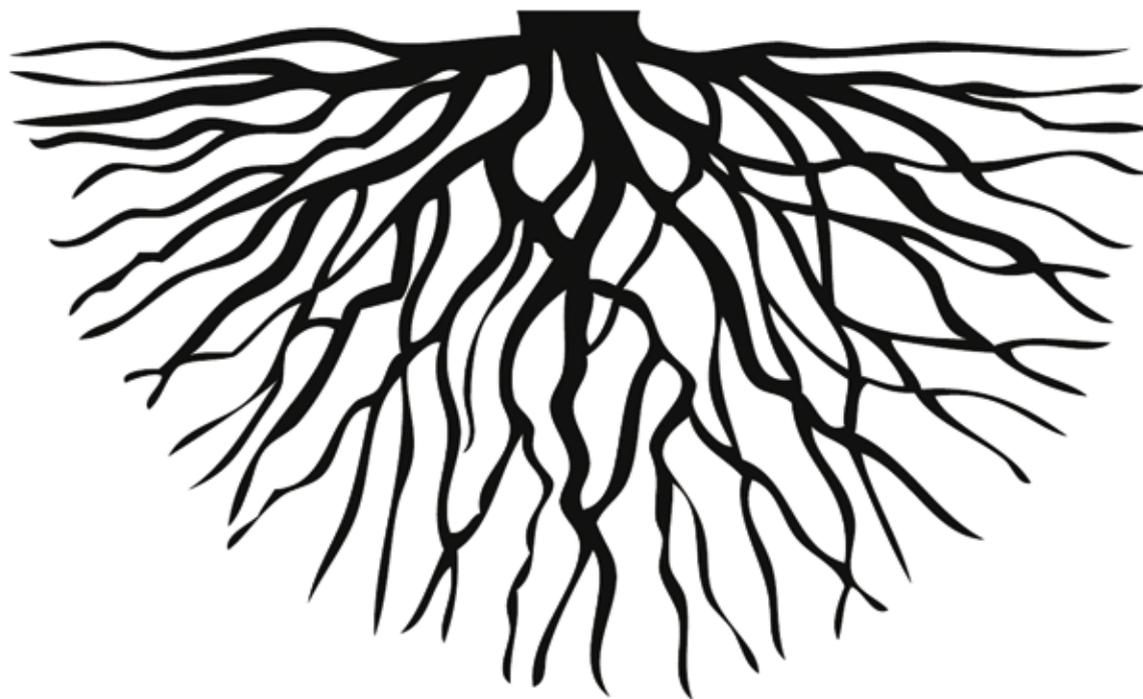


LE COMPLEXE DE RADICALITÉ



Sommaire

Édito par Ariane Hassid	3
Djihadisme : croisades pour la thèse unique par Mario Friso	4
Le rôle des nouveaux médias dans la formation de l'extrémisme violent par Juliette Béghin.....	8
Prévention de la radicalisation et déradicalisation par Paola Hidalgo	12
Radicalisme : pistes pour expliquer les raccourcis du discours médiatique par Wahoub Fayoumi	15
Racines et radical : pérégrinations lexicologiques par Marie-Eve Damar	18
En Europe, la dangereuse expansion de l'extrême droite par Julien Théron	21
C'est qui le plus radical ? par Sébastien Kennes	25
Tranchez les liens à la racine ! par Citizen X.....	29
Radicaliser l'avortement ici et ailleurs par Paola Hidalgo.....	32
Replacer la Santé et le Care au cœur de la société : un enjeu radical par Manoë Jacquet.....	36
Radicalisation du capitalisme ? par Cedric Tolley.....	40
Des politiques trop peu radicales ! par Mathieu Bietlot.....	43
Billet d'humeur nullement radical par Alexis Martinet.....	47

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.
Bruxelles Laïque Echos est membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles - A.R.S.C.
(<http://www.arsc.be/>)

Bruxelles Laïque asbl
Avenue de Stalingrad, 18-20 - 1000 Bruxelles
Tél. : 02/289 69 00 • Fax : 02/289 69 02
E-mail : bruxelles.laique@laicite.be • <http://www.bxllaique.be/>



EDITOrial

Les vocables radicalisme et radicalisation, ainsi que le néologisme “déradicalisation”, renvoient aujourd’hui presque univoquement aux discours extrémistes et aux pratiques violentes d’une frange de l’islam. Ils ont une forte connotation péjorative et désignent en quelque sorte le “mal radical” de l’époque. Ce n’est pourtant pas leur seule signification.

Fidèles à notre démarche critique et soucieux de souligner la complexité des phénomènes, nous vous proposons, avec ce dossier de *Bruxelles Laïque Échos*, de réfléchir aux multiples sens et usages de ces termes.

Le fait de se radicaliser et de vouloir être radical ne concernent pas que les combattants du djihad. On trouve des formes de radicalisation ou des postures radicales chez les militants d’extrême gauche et d’extrême droite, dans des mouvements de défense de la nature ou des animaux, dans certaines pratiques spirituelles et dans les groupes catholiques d’opposition à l’avortement, au sein du féminisme contemporain ou chez les adeptes de certaines pratiques sexuelles...

Notons aussi que, historiquement, des idées considérées jadis comme radicales sont devenues, aujourd’hui, monnaie courante ou la moindre des choses à nos yeux. Au XIX^e siècle, le radicalisme en politique était associé, en Angleterre, aux partisans d’une réforme économique radicale inspirée de la doctrine libérale de Bentham et Mill et, en France, à l’anticléricisme puis aux réformistes attachés à la démocratie, la laïcité et l’enseignement public.

Ces mots demeurent souvent péjoratifs, utilisés par les adversaires d’un courant de pensée pour le disqualifier ou dénoncer ses dérives excessives. Mais ils peuvent aussi être revendiqués fièrement par les tenants de l’intransigeance et du refus des concessions. On observe même dans certaines mouvances une course à qui sera le plus radical.

Si l’on élargit quelque peu le champ sémantique, on découvre ou se rappelle que l’adjectif et le substantif “radical” sont aussi utilisés en philosophie, en mathématiques, en linguistique, en botanique et en chimie. Leur signification n’a là rien de dépréciatif. Elle caractérise soit ce qui concerne le principe premier, fondamental, les éléments constitutifs d’un phénomène, soit ce qui va jusqu’au bout de chacune des conséquences impliquées par un choix.

Enfin, d’aucun estiment que le terme “radicalisme” n’est pas adéquat pour désigner l’extrémisme islamiste. Selon Gilles Kepel, fonder le djihadisme dans le radicalisme dont il ne serait qu’une déclinaison parmi d’autres amène à nier ses spécificités et donc à ne pas y apporter les réponses opportunes. Dans une toute autre optique, Fabienne Brion estime également le terme trop large ou trop vague et préfère parler d’extrémisme violent.

À travers ces réflexions et déclinaisons autour du radicalisme, Bruxelles Laïque continue à interroger et confronter les événements qui dominent l’actualité sociopolitique des mois passés et à venir : d’une part, les attentats et les réponses à y apporter, d’autre part, le durcissement des politiques d’austérité et des mouvements sociaux qui y répondent.

Nous aurons encore l’occasion d’y revenir dans notre prochain numéro qui décryptera les états d’urgences. D’ici là, je vous souhaite un bel été et d’enrichissantes lectures.

Ariane HASSID
Présidente

Par Mario FRISO
Bruxelles Laïque Échos



DJIHADISME CROISADES POUR LA THÈSE UNIQUE

Les évènements terroristes récemment survenus en France et en Belgique ont bouleversé nos sociétés et ont logiquement suscité de nombreuses tentatives d'analyses et d'explications. Intellectuels, islamologues et philosophes ont essayé de dégager des pistes de réflexion dans un horizon considérablement obscurci par la douleur, les larmes et la colère.

L'intention était de définir le processus amenant une personne à embrasser corps et âmes le salafisme takfiriste, et déterminer l'interprétation à donner à la violence meurtrière de l'engagement djihadiste. Est-il le produit d'une pathologie de l'islam, une maladie de ce dernier ? Le résultat d'une radicalisation de l'islam ? S'agit-il, au contraire, d'une nouvelle expression de l'extrémisme révolutionnaire, "le radicalisme", qui ressurgit périodiquement dans l'histoire ? Est-ce simplement une "révolte générationnelle et nihiliste" qui instrumentalise ce que les rayons des supermarchés de la rébellion peuvent offrir actuellement ?

Conscients des dangers réels qu'une telle tentative de compréhension pouvait faire peser sur le "vivre ensemble", une grande partie des démarches réflexives et analytiques a tout de suite été confrontée à des préoccupations bienveillantes visant à éviter autant que possible des amalgames mortifères. Ce souci légitime de ne pas tomber dans des explications essentialistes clivantes favorisant la stigmatisation de la communauté musulmane prise dans son ensemble a amené, consciemment ou non, une grande partie des chercheurs, mais aussi et surtout du monde politique et associatif, à exclure du champ de la recherche le facteur religieux.

L'EXPLICATION GÉNÉRATIONNELLE ET NIHILISTE

Au lendemain des attentats du 13 novembre, Olivier Roy¹ a défendu, dans les colonnes du journal *Le Monde*, la thèse selon laquelle le djihadisme ne serait qu'une "révolte générationnelle et nihiliste", que ces événements étaient la conséquence d'une "islamisation de la radicalité", reprenant ainsi l'expression de l'anthropologue Alain Bertho. Il s'agirait d'une islamisation d'une radicalité préexistante qui ne fait que revêtir les apparences des causes conjoncturelles. L'hyperviolence qui a frappé la France serait donc moins une question de religion que l'expression "d'une révolte générationnelle."

Un avis partagé par le sociologue Farhad Khosrokhavar, auteur de *Radicalisation*, pour lequel l'action des fanatiques se fonde sur "la haine de soi et le sentiment de sa propre insignifiance bientôt transformés en

haine de l'autre". Il s'agit dans le djihadisme d'intérioriser et de retourner le rejet en se faisant "chevaliers de la foi en lutte contre une société mécréante".

Le philosophe allemand Jürgen Habermas insiste sur la dimension pathologique : "Ces jeunes générations, lorsqu'échouent toutes les tentatives politiques, se radicalisent afin de regagner leur amour-propre. Tel est le mécanisme de cette pathologie sociale. Une dynamique psychologique semblablement désespérée, qui trouve là encore son origine dans ce défaut de reconnaissance, semble aussi faire de petits criminels isolés, issus des populations immigrées européennes, les héros pervers de commandos de tueurs téléguidés."²

Ces différentes théories de "l'islamisation de la radicalité" rencontrent un certain succès. Non seulement elles permettent de ramener la problématique au niveau strict de l'individu, dont l'action ne serait finalement que le produit d'une révolte générationnelle, d'une pathologie sociale ou psychologique visant en quelque sorte à disqualifier les revendications possibles de "l'ennemi", mais ces postulats permettent également d'éviter le champ conflictuel, crispé et miné d'une problématique dont l'aspect religieux pourrait constituer une des variables à prendre en considération. Elles déplacent en outre la question de l'origine du phénomène, de son rapport avec l'islam et ses communautés vers la société occidentale et son manque de perspectives.

Par ailleurs, cette approche fait l'impasse des velléités réformistes à l'égard de l'islam exprimées actuellement par nombre d'in-

telleuels musulmans du monde arabe, mais aussi d'Europe.³

L'APPROCHE CULTURALISTE

Très largement partagée sur les réseaux sociaux, "l'islamisation de la radicalité" refroidit davantage les spécialistes. Particulièrement Gilles Kepel⁴ qui défend la thèse inverse. Pour ce dernier, la matrice explicative est d'abord religieuse, à savoir le salafisme venu d'Arabie saoudite. Il est, selon cette approche, très important de penser aujourd'hui l'émergence du djihadisme dans son lien avec la "salafisation". Car depuis une bonne dizaine d'années, le discours salafiste a acquis une forme d'hégémonie dans l'islam de France.

Pour Kepel, "radicalisation" comme "islamophobie" constituent des mots-écrans qui obnubilent et troublent la recherche en sciences humaines. Le premier dilue dans la généralité un phénomène dont il interdit de penser la spécificité – fût-ce de manière comparative. Des Brigades rouges et d'Action directe à Daech, de la bande à Baader à la bande à Coulibaly ou Abaaoud, il ne s'agirait que de la même "radicalité". "Pourquoi étudier le phénomène, l'enquête sur le terrain dans les quartiers déshérités où les marqueurs de la salafisation ont tant progressé depuis trente ans, puisqu'on connaît déjà la réponse ? Cette posture intellectuelle de 'l'islamisation de la radicalité', connaît un succès ravageur car elle conforte la doxa médiatico-politicienne dans son ignorance de la réalité sociale et son arrogance intellectuelle – toutes deux suicidaires. Le corollaire de la dilution du jihadisme dans la radicalisation est la peur de 'l'islamophobie' : l'analyse critique du

domaine islamique est devenue, pour les nouveaux inquisiteurs, haram – ‘péché et interdit’⁵.

Cette difficulté pour de nombreux chercheurs et intellectuels occidentaux à considérer le facteur religieux autrement qu’un simple facteur social, une illusion qui appartient au passé, et jamais en tant que force politique et mobilisatrice à part entière, n’est-il pas que le reflet de nos sociétés sécularisées devenues incapables de penser le religieux ? Pour l’historien et philosophe Marcel Gauchet, “nous allons tout de suite chercher des causes économiques et sociales. Or celles-ci jouent tout au plus un rôle de déclencheur. C’est bien à un phénomène religieux que nous avons affaire. Tant que nous ne regarderons pas ce fait en face, nous ne comprendrons pas ce qui nous arrive. [...] Si le phénomène nous échappe, à nous Européens d’aujourd’hui, c’est que nous sommes sortis de cette religiosité fondamentale”⁶.

Pour Jean Birnbaum, la religion fait aujourd’hui l’objet d’un véritable déni, particulièrement dans les milieux intellectuels et politiques de gauche.

Que les djihadistes se réfèrent à un champ doctrinal établi et séculaire, conférant des justifications théologiques émanant de scientifiques érudits de l’islam, qu’ils soient pour la plupart engagés dans une pratique réglementée, sincère et codifiée de leur religion, que chacun de leurs actes trouvent dans leur discours une justification théologique – discours de Amedy Coulibaly aux otages de l’Hypercacher ; revendication de Said et Chérif Kouachi ...– qu’à chaque étape de leur radicalisation, ils mettent en

avant la religion comme la force motrice de leur action, l’horizon permanent de leurs gestes... “Aucune importance pour les observateurs bien-pensants, les éléments de langage invitent à dépolitiser les attentats et renvoient à la barbarie ou à l’inhumain : ils demeurent uniquement des jeunes victimes d’exclusion ayant mal tournés, des schizophrènes à tendance suicidaire, des paumés manipulés et nihilistes, des déséquilibrés, des dépressifs fortement alcoolisés au moment des faits...”⁷

Cette “impossibilité de nommer le réel” pour reprendre les termes de Michel Onfray, reflète le discours émanant des plus hautes sphères des États européens, France et Belgique en tête. “Leurs plus hauts représentants ont donné le la, répétant une idée et une seule : les attaques n’ont rien à voir avec la religion (islam). Les hommes qui ont commis ces crimes n’ont rien à voir avec la religion musulmane, affirmait François Hollande [ou Charles Michel]. On ne le répètera jamais assez, ça n’a rien à voir avec l’islam, insistait encore Laurent Fabius.”⁸

L’approche géopolitique ou tiers-mondiste François Burgat⁹, quant à lui, renvoie dos à dos ces différents postulats. Si l’approche nihiliste rencontre autant de succès, c’est, selon lui, parce qu’elle redit l’inanité de l’approche culturaliste mais surtout parce que contre l’impasse de la “radicalisation de l’islam”, elle propose de penser une alternative, “l’islamisation de la radicalité”, “à laquelle tous ceux qui cherchent désespérément un antidote aux prises de position bellicistes et liberticides que génère le discours culturaliste dominant s’empressent d’adhérer”. Paradoxalement, il rejoint ici Kepel dans sa critique du concept d’“isla-

mophobie”, comme entrave à la démarche analytique.

Pour Burgat, “l’islamisation de la radicalité” est l’énième expression de notre incapacité à construire une perception rationnelle de cet islam politique dont on s’évertue sous d’innombrables prétextes à dépolitiser, comme le fait l’approche culturaliste, les motivations supposées de ses acteurs. Selon l’approche géopolitique, les motivations des djihadistes s’inscrivent dans une riposte aux politiques belliqueuses de l’occident (Irak, Syrie, Mali, Algérie...).

“Car cette thèse de ‘l’islamisation de la radicalité’ ne s’en prend pas principalement à la lecture culturaliste. Elle condamne surtout, une approche dont nous sommes nombreux à considérer que, bien au contraire, elle constitue l’alpha et l’oméga de toute approche scientifique du phénomène djihadiste. Le discrédit du ‘tiers-mondisme’ consiste ici ni plus ni moins qu’à refuser de corrélér – si peu que ce soit – les conduites radicales émergentes en France ou ailleurs avec... selon les termes mêmes de Roy, ‘ la souffrance postcoloniale, l’identification des jeunes à la cause palestinienne, leur rejet des interventions occidentales au Moyen-Orient et leur exclusion d’une France raciste et islamophobe’”.

ACCEPTER LA COMPLEXITÉ

Ce qui choque dans ces querelles d’experts, c’est l’impression que chacun tente d’imposer une vision exclusive d’un phénomène pourtant éminemment complexe. La volonté de compréhension amène souvent à réduire les réalités auxquelles nous sommes confrontés à des explications sim-

plistes et rassurantes, comme s'il était difficilement concevable d'assumer et d'accepter la complexité et la diversité de ces processus.

Quel point commun y-a-t-il entre un jeune de Molenbeek ou d'ailleurs, ayant suivi le parcours classique de décrochage scolaire, petite puis grande délinquance, et de "radicalisation" dans le milieu carcéral ; et d'autre part un étudiant modèle ayant choisi de faire des études de polytechnique et ensuite de médecine avant de devenir l'artificier de la cellule belgo-française et de mourir en kamikaze ?

Quel lien entre des paumés européens devenus terroristes et des acteurs du monde arabe ayant suivi pendant de nombreuses années des formations religieuses, pratiquant au quotidien leur religion en suivant avec sincérité les pas des "pieux prédécesseurs", avant de s'engager corps et âme dans le djihad ?

PEUT-ON IDENTIFIER UNE MATRICE COMMUNE À CES PHÉNOMÈNES ?

Selon Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, le profil unique du terroriste n'existe pas. Cela peut être n'importe qui. Il remet en question la pertinence de vouloir identifier un portrait unique de terroriste puisqu'on sait, par définition, que le terrorisme se décline de manière plurielle.

"On cherche la clé simple, simpliste, pour comprendre l'esprit du terrorisme, mais l'histoire semble montrer que cette logique est vouée à l'échec. Le terrorisme est un mode opératoire, un moyen pour arriver à

une fin. Donc, n'importe quel profil peut se prêter à cela. Certains plus que d'autres : ceux qui sont rejetés, ceux qui sont aliénés, ceux qui s'auto-excluent, ceux qui se radicalisent eux-mêmes, et nous pouvons prolonger la liste des causes possibles. Par contre, dresser une liste qui aboutirait à identifier un jeune musulman arabe, de Bruxelles, Paris ou ailleurs, rejeté par la société comme le profil d'un candidat au terrorisme, c'est faire fausse route. Et, surtout, c'est discriminatoire."

Il n'y a pas si longtemps, les orientalistes, les anthropologues, les sociologues s'inscrivaient dans une démarche d'enrichissement du savoir à travers la complémentarité de leurs approches et observations. Ce n'est plus vraiment le cas aujourd'hui dans le monde des islamologues où nous observons une réelle concurrence entre chercheurs, une course à la meilleure explication, des rivalités médiatiques et des guerres d'égos. Outre la crispation de l'actualité sur ces questions, on peut expliquer cette évolution par les systèmes de financement de la recherche qui rendent celle-ci de plus en plus intéressée et les intellectuels de plus en plus voraces à dessein de décrocher le pactole des deniers publics ou privés. Le rôle des médias de masse, leur tendance aux raccourcis et leur attrait pour les polémiques sensationnalistes ne sont pas à négliger non plus. Autant d'éléments qui participent aux distorsions compliquant encore la compréhension d'un phénomène si complexe.

¹ Professeur à l'Institut européen universitaire de Florence et directeur du programme Religio West.

² Jürgen Habermas : "Le djihadisme, une forme moderne de réaction au déracinement", *Le Monde*, 21/11/2015

³ Des intellectuels de confession musulmane appellent à une "révolution" dans l'islam", *Le Figaro*, 13/01/2015

⁴ Politologue, spécialiste de l'islam et du monde arabe contemporain. Il est professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris et membre de l'Institut universitaire de France.

⁵ Gilles Kepel, "Radicalisation et 'islamophobie' : le roi est nu", *Libération*, 14/03/2016.

⁶ Marcel Gauchet, "Le fondamentalisme islamique est le signe paradoxal de la sortie du religieux", *Le Monde*, 21/11/2015.

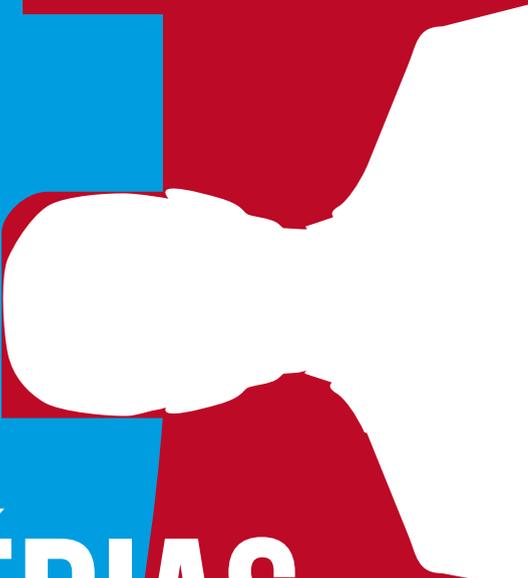
⁷ Jean Birnbaum, *Un silence religieux ; la gauche face au djihadisme*, Seuil, 2016.

⁸ Michel Onfray, *Penser l'islam*, Grasset, 2016.

⁹ Politologue, directeur de recherche à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) à Aix-en-Provence.

¹⁰ Directeur adjoint et doyen académique du Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) et professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève et à Sciences-Po Paris.

Par Juliette BÉGHIN
Bruxelles Laïque Échos



LE RÔLE DES NOUVEAUX MÉDIAS DANS LA FORMATION DE L'EXTREMISME VIOLENT

La lutte contre la radicalisation et le recrutement en ligne préoccupe nos responsables politiques. Tout récemment (mai 2016), le Ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, a déclaré vouloir engager vingt agents supplémentaires au sein de la nouvelle unité de police (actuellement dix agents) chargée de lutter contre la propagande islamiste en ligne et de censurer les contenus djihadistes. Le même qui, avec la Politique scientifique fédérale, a commandité la recherche ici évoquée. Les recommandations de cette étude sont-elles prises en compte par ceux qui l'ont commanditée ? Le déploiement de moyens dans le sens de la censure est-il efficace selon les chercheurs ? Voici quelques éléments de réponse dans cette tentative de synthèse qui dépasse, par ailleurs, les préoccupations liées au rôle des nouveaux médias pour s'attacher aux causes et recommandations d'ordre plus structurel.

Pour les chercheurs de l'étude, cette dernière est utile puisqu'elle complète les recherches majoritairement concentrées sur l'analyse du contenu des sites extrémistes ou l'évolution de la communication. La présente étude se penche en effet davantage sur le rôle des "nouveaux médias sociaux (NSM)" dans le processus de radicalisation violente. Elle examine, plus précisément, l'effet de l'exposition au contenu extrémiste via les NSM sur l'extrémisme chez les adolescents belges. Le recueil des données s'est fait par une enquête quantitative (sondage en ligne, par exemple) et qualitative via des entretiens avec des jeunes extrémistes (de gauche, de droite et de l'activisme religieux).

LES MOTIFS ET L'IDÉOLOGIE : DE "FAUSSES" CAUSES

Il apparaît que de nombreux motifs et raisons sont utilisés pour justifier et légitimer des actes de violence politique par ceux qui les commettent. Par exemple, la violence politique peut être engagée pour installer la sharia en Europe, pour établir un état nationaliste 'blanc', pour renverser l'élite capitaliste, pour exiger l'égalité des droits, pour libérer les animaux de laboratoire, pour sauver les enfants à naître, pour se débarrasser des migrants, etc. Or, *"les motifs ne sont pas et ne peuvent être des causes de la violence politique. Les motifs expliquent pourquoi il est important d'atteindre un certain objectif, mais ils n'expliquent pas pourquoi une action spécifique, à partir de plusieurs possibilités, est choisie pour atteindre cet objectif. Ils sont des conditions nécessaires mais non suffisantes pour expliquer l'action"*. L'idéologie n'est pleinement apprise et intégrée qu'après avoir rejoint un groupe

extrémiste et n'est donc pas un facteur principal ou premier menant à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Au lieu de se concentrer sur les motifs et l'idéologie, les chercheurs invitent à porter l'attention *"sur les problèmes structurels, les processus de groupe et les contraintes individuelles perçues comme étant le véritable terreau de la radicalisation violente"*. Les raisons qui poussent à rejoindre des groupes extrémistes sont souvent de nature sociale et basées sur des sentiments d'indignation et de désarroi. Pour répondre aux besoins des personnes qui recherchent l'inclusion sociale, qui souffrent de l'assignation à résidence identitaire et qui vivent des injustices, les groupes extrémistes offrent un fort sens identitaire, une réponse politique militante à l'injustice et un sentiment d'appartenance, voire un foyer chaleureux. Bref, ils utilisent un discours de polarisation d'autant plus attractif que les éléments qu'ils offrent ne peuvent être trouvés dans le reste de la société. Cette absence de lien initial avec l'idéologie est soulignée par la recherche qui montre que, dans les zones où les individus ont un accès facile à la criminalité organisée qui offre des réponses similaires à ces besoins, l'extrémisme politique ou religieux est absent.

LES NOUVEAUX MÉDIAS SOCIAUX : INFLUENCE DIFFÉRENTE SELON UN USAGE "PASSIF" OU "ACTIF"

Lors des entretiens, les extrémistes ne désignent pas les NSM comme une cause car ils sont principalement utilisés comme une ressource utile, un outil qui permet une recherche d'information et une communication avec des personnes partageant les

mêmes idées, recherche et communication qui se poursuivent presque toujours hors ligne. Les NSM sont utilisés pour se tenir à jour et organiser des réseaux. Pour les personnes ayant une faible propension vers l'extrémisme violent, la radicalisation serait peu probable via le seul canal des NSM. Autre chose serait l'utilisation active des NSM avec des objectifs extrémistes. Concernant les adolescents, le danger ne réside donc pas dans les NSM eux-mêmes mais chez ceux qui veulent visiter certains sites et qui souhaitent communiquer avec des extrémistes. C'est pourquoi, pour les chercheurs, *"dans la prévention de la radicalisation violente, il est essentiel d'empêcher les adolescents de devenir attirés par l'extrémisme violent. Pour ce faire, une attention doit être portée aux causes structurelles de l'extrémisme violent"*.

CAUSES STRUCTURELLES DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

D'après les recherches, le sentiment d'injustice serait une cause structurelle déterminante dans l'explication de l'extrémisme violent. Une analyse confortée par les profils sociodémographiques des extrémistes : de milieux aisés à pauvres, d'instruits à analphabètes. Or, le sentiment d'injustice peut être présent dans tous les groupes sociaux et toutes les couches de la société et *"détenir un fort pouvoir explicatif quant à la violence politique"*. Des éléments d'injustice peuvent être trouvés dans différents aspects de la vie des individus : la situation personnelle de l'individu, les aspects sociaux, politiques et économiques de la vie et dans les contacts avec les autorités. *"Les résultats ont clairement montré que les éléments de faible intégration sociale,*

de discrimination perçue à la fois du groupe et de l'individu et la perception des autorités comme étant injustes et par conséquent illégitimes contribuent grandement à la violence politique. Les résultats montrent clairement l'importance de la confiance envers les autorités dans la prévention de l'extrémisme violent et, par-là, la nécessité de rétablir cette confiance parmi les populations à risque”.

Des recherches antérieures montrent que les groupes “minoritaires” et “majoritaires” attachent la même importance à la justice procédurale. Les autorités de police sont perçues négativement par tous les répondants et quasi tous ne les perçoivent pas comme légitimes. La situation est problématique car elle rend difficile la coopération des populations à risque pour identifier les groupes extrémistes et prévenir la radicalisation. En d'autres termes, *“l'application du droit strict, sans attention aux sensibilités culturelles et/ou actions musclées de la police peut, en fait, augmenter le risque de l'extrémisme violent parce que cela crée un cynisme par rapport à la loi au sein des groupes minoritaires qui sont pointés du doigt. La même chose est vraie pour les politiques et les mesures spécifiques axées sur un groupe particulier (exemple : interdire le voile à la place d'une interdiction de tous les signes religieux). Cela sape la volonté de coopérer avec la police et de participer à des actions citoyennes visant à réduire les comportements déviants. Par conséquent, les politiques doivent prêter attention à ce problème et doivent travailler sur l'amélioration des perceptions générales de confiance et de légitimité des autorités, et répondre plus spécifiquement aux perceptions des actions injustes et partiales de la police”.*

LES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE

Les recommandations formulées ne concernent que la prévention de la radicalisation. Pour la “déradicalisation”, d'autres recherches seraient nécessaires. D'emblée, les chercheurs rappellent qu'en ce qui concerne la réduction de la violence chez les jeunes en général, seuls les projets commençant par la prévention à un stade très précoce sont efficaces sur le long terme. Ils insistent aussi sur la nécessité d'aborder la prévention via “des groupes généraux” et d'éviter de viser spécifiquement les jeunes à risques de radicalisation.

La politique de prévention est à développer tout d'abord sur un axe général : *“les politiques sociales et les initiatives existantes devraient être renforcées, en particulier dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de l'intégration”* en rappelant le rôle de la faible inclusion sociale, de la discrimination perçue et du sentiment d'injustice comme terreau de l'extrémisme violent.

En ce qui concerne les environnements virtuels traditionnels passifs (des sites Web et des forums qui ne sont pas extrémistes par nature bien que du contenu extrémiste peut y être présent), les résultats de l'étude indiquent qu'ils permettent de confronter le discours extrémiste à des points de vue différents, ce qui pourrait jouer un rôle pour empêcher la radicalisation. De plus, les interactions sur ces sites et forums refléteraient l'interaction dans la vraie vie. Ainsi *“censurer et contrôler serait une perte de temps et de ressources”.* Quant aux environnements virtuels actifs, si la fermeture des sites permet d'envoyer un signal fort,

l'efficacité d'une telle mesure est remise en question pour les adolescents qui sont déjà impliqués dans une propension à l'extrémisme violent : *“les stratégies de prévention ciblant ses sites ne sont probablement pas pertinentes compte tenu du fait que leur public a déjà contourné la phase préalable de la radicalisation”.* De nombreuses discussions tournent autour de l'utilisation de contre-discours pour la prévention de la radicalisation en ligne. Selon la présente étude, ceux-ci ne seraient utiles que dans un environnement virtuel passif. Dans les environnements “actifs”, les personnes ont déjà trouvé leur ‘bonne réponse’ et les tentatives de contre-discours risquent de confirmer le récit extrémiste.

Les mesures les plus importantes sont à prendre dans une perspective de rétablissement de la confiance envers les autorités. *Pour ce faire, le moyen le plus efficace est “de sensibiliser les fonctionnaires, et en particulier, la police. Pour ce faire, nous recommandons qu'ils soient mis au courant de l'existence et de l'importance de la perception de méfiance et d'injustice, de la façon dont leurs actions contribuent à ces perceptions et de la meilleure façon de réagir dans certaines situations”.* Plus précisément, il est important *“que les policiers soient formés à la façon dont l'interaction avec les diverses populations devrait se dérouler, à reconnaître les situations potentiellement sensibles et à la meilleure façon de gérer ces dernières. Ceci est évidemment vrai pour les autres travailleurs publics”.*

Ce focus ne signifie pas que d'autres éléments menant à des sentiments d'injustice doivent être ignorés. Les chercheurs

insistent sur l'attention à porter à la réflexion critique des jeunes permettant aux jeunes de *"devenir des individus autonomes et confiants intellectuellement, avec une forte conscience démocratique"*. Il s'agit de travailler les conditions du débat et de développer la compréhension de notre système politique. Un des enjeux étant d'aider les jeunes à reconnaître l'injustice et à apprendre comment réagir et changer leur situation. À cet égard, la recherche internationale a démontré que le sentiment d'injustice est particulièrement fort au sein de l'environnement scolaire. Un lieu pourtant fondamental pour déployer des stratégies de prévention, comme dans le chef d'autres professionnels tels les travailleurs sociaux.

POUR CONCLURE SANS CLORE

Il nous paraît important de confronter ces résultats et recommandations à nos pratiques dans le champ de l'éducation permanente. Comme Henri Bartholomeeusen le rappelait², dans le débat sur la "radicalisation" de l'émission "Libres Ensembles", nous nous devons de remettre les valeurs en perspective avec les conditions socio-économiques, faisant ainsi écho aux causes et réponses structurelles de l'étude. L'insistance sur la prévention résonne aussi avec nos préoccupations lorsqu'elle est mise en lien avec l'importance de stimuler la réflexion critique et la lutte contre l'injustice sociale. À ce titre, rappelons que dans le secteur de l'aide à la jeunesse, la prévention consiste justement à *"réduire la quantité globale de violence qui échappe aux regards et aux sanctions, qui s'exerce au jour le jour, [...] et qui est, en dernière*

*analyse, le produit de la "violence inerte" des structures économiques et des mécanismes sociaux relayés par la violence active des hommes"*³. La réflexion critique et la prévention permettent alors, pour reprendre les analyses de Bill Bufford sur les Hooligans, un travail de subjectivation qui implique *"la mise en œuvre d'une distance créative"*, une subjectivation *"aidée par tous les décalages qui font qu'un individu ne peut totalement s'identifier à aucune activité, aucune appartenance, aucune relation sociale" – tout en pouvant s'impliquer en elles – l'activité, l'appartenance, la relation sociale. "La subjectivation est une montée vers soi-même comme porteur de droits. Cette montée n'est nullement réservée aux plus instruits ou aux plus puissants"*⁴. C'est à l'action sociale d'offrir *"aux individus et aux groupes en difficulté de subjectivation un support suffisamment efficace, de telle façon que le passage d'une figure du sujet à l'autre ne prenne pas la forme d'un enchaînement irréversible et fatal"*⁵. La possibilité de participer à ce que Guattari appelle un "groupe-sujet" peut se révéler déterminante : le groupe sujet est celui qui n'est ni totalement déterminé par une loi externe ni totalement soumis à une loi interne (comme la loi du plus fort).

Cette approche est partagée par Bruxelles Laïque à travers ses analyses, ses réflexions critiques, ses outils d'émancipation, ses expérimentations politiques. La plupart de nos activités cherchent à s'attaquer à l'injustice et au sentiment d'injustice qui est au centre des préoccupations de l'étude : séances publiques sur ces questions, ateliers d'expression citoyenne en prison, groupe solidaire d'expression citoyenne, ateliers d'enquête politique sur le travail

social, cycle "internet citoyen", formations sur les conditions du débat, formations spécifiques "vos droits face à la police", cours d'alphabétisation, accompagnement à l'emploi, médiation de dettes, médiation interculturelles, etc. Les défis restent nombreux, le nôtre est sans doute de diversifier et décloisonner davantage les publics auxquels nous nous adressons. De travailler avec eux et non seulement pour eux.

¹ Synthèse d'une recherche menée par l'université de Gand (L. Pauwels) et l'UCL (F. Brion) : www.belspo.be/belspo/fedra/TA/synTA043_fr.pdf

² www.libresensemble.be/les-reponses-de-la-laicite-face-aux-risques-de-radicalisation/20/12/2015/

³ Avis n°50 du Conseil Communautaire de l'Aide à la Jeunesse (CCAJ)

⁴ Cité par Jean Blairon dans "Radicalisation, prévention et milieu ouvert" (in InterMag, www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2015m09n1.pdf)

⁵ Jean Blairon, *ibidem*.

Par Asiem EI DIFRAOUI

Institut d'études politiques de Paris

& Milena UHLMANN

Université Humboldt de Berlin

Synthèse commentée par Paola HIDALGO

Bruxelles Laïque Échos

PRÉVENTION DE LA RADICALISATION ET **DÉRADICALISATION** LES MODÈLES ALLEMAND, BRITANNIQUE ET DANOIS¹

La littérature sur les processus de radicalisation et de déradicalisation s'étoffe et se diversifie au fur et à mesure que ces phénomènes prennent de l'ampleur. Des recherches et études comparatives, comme celle présentée ici, permettent d'entrevoir une approche constructive et globale du phénomène. Démarche plus que jamais nécessaire en ces moments de contre-choc, après les attentats du 22 mars à Bruxelles.

Alors, qu'entend-on par *déradicalisation*, *prévention*, *réhabilitation* ou encore *contre-radicalisation* ? Quelques définitions s'imposent. Voici ce que les auteurs proposent en guise d'introduction à leur travail :

Radicalisation :

“processus qui conduit un individu à rompre avec la société dans laquelle il vit pour se tourner vers une idéologie violente, en l’occurrence le djihadisme”.

Prévention :

“un ensemble de mesures, concernant des domaines sociétaux variés, visant à empêcher la radicalisation”.

Déradicalisation :

“vise à “défaire” le processus de radicalisation et à encourager la réintégration des individus concernés dans la société. Dans d’autres contextes, on emploie également le terme de réhabilitation”.

Contre-radicalisation :

“l’ensemble des mesures de prévention et de déradicalisation”.

La Belgique se plaçant en tête des pays européens en matière de proportion d'individus partis faire le djihad, il nous semblait opportun d'intégrer les chiffres avancés par les chercheurs en les comparant à la réalité belge.

Pays	Allemagne	Royaume-Uni	Danemark	Belgique*
Population (millions)	80	56	5.6	11
% musulmans	1,9	5	4	6
Départs	730	700	170	250
Retours	230	300	50	117

*données proposées par la rédaction, sur base d'articles de la presse belge datant de janvier - avril 2016

INITIATIVES PROMETTEUSES, PROBLÈMES RÉCURRENTS ET LEÇONS POUR LA BELGIQUE²

Il n'existe pas de processus standard de radicalisation. Plusieurs facteurs généraux s'enchevêtrent à des degrés divers : marginalisation socioéconomique, aliénation, recherche de sens et d'identité, perception d'injustice à l'encontre des musulmans, développement d'une sous-culture du djihad, embrigadement sectaire, attraction de la violence, etc. Face à un processus aussi complexe, on ne peut concevoir de recette miracle pour prévenir la radicalisation ou déradicaliser. De plus, le faible nombre d'individus traités dans le cadre des programmes de contre-radicalisation et le manque de recul tem-

porel rendent difficile l'évaluation de l'efficacité de ces programmes.

Toutes les initiatives analysées montrent néanmoins que prévention et déradicalisation nécessitent tout d'abord une forte volonté politique et doivent s'inscrire dans la durée. Elles exigent également des moyens pour mener un *travail individualisé* : il s'agit de comprendre le plus précisément possible les parcours individuels de radicalisation et les facteurs qui ont conduit au basculement. *L'intégration des variables idéologiques, pragmatiques et émotives*, à l'instar de ce qui est fait dans le cadre du programme *Hayat*³, est nécessaire pour analyser finement les processus de radicalisation. En Grande-Bretagne, des mesures trop peu ciblées

ont eu des résultats peu probants pour un coût élevé.

Les acteurs impliqués dans les programmes de contre-radicalisation doivent venir aussi bien d'institutions étatiques que de la société civile. Les exemples étudiés montrent qu'une implication trop importante des services de sécurité peut nuire à l'efficacité d'un programme : les communautés musulmanes risquent de se sentir ciblées, de refuser de coopérer et de se replier sur elles-mêmes. En Grande-Bretagne, des approches créatives comme celle du *TUI* à Londres portée par un champion d'arts martiaux, ou encore le travail de rue de *l'ACF*, ainsi que *l'intégration d'anciens djihadistes* dans les programmes de déradicalisation, ont porté

leurs fruits. Quant à l'exemple du VPN en Allemagne, il a démontré l'importance du facteur humain, du contact direct et du recrutement d'acteurs crédibles : conditions préalables au succès de la déradicalisation.

L'expérience danoise a par ailleurs montré que la concertation entre tous les acteurs, étatiques et non étatiques, musulmans et non musulmans, permettait de développer des programmes efficaces et largement acceptés. L'implication d'élus locaux et des municipalités apparaît comme un point fort, qui fait pour l'heure défaut en France [et en Belgique, note de la rédaction]. Les personnels municipaux doivent être formés et impliqués dans les démarches de prévention et de déradicalisation. L'inclusion d'acteurs de la société civile susceptibles de participer à la déradicalisation sur l'ensemble du territoire, y compris dans les régions rurales, est cruciale. Comme l'a démontré l'échec du programme *Hatif* en Allemagne, il est également nécessaire d'établir des dispositifs de prise de contact via des acteurs non étatiques. Pour la France, il pourrait être utile de désigner, dans chaque département, des médiateurs crédibles et indépendants venant précisément de la société civile.

Les initiatives qui semblent fonctionner en Allemagne, en Grande-Bretagne ou au Danemark, résultent d'un long processus d'essais et d'échecs. Elles se développent à partir de la volonté politique d'intégrer des acteurs sociaux variés et les communautés musulmanes locales dans une démarche de prévention et de déradicalisation équilibrée et pluraliste. L'un des plus hauts responsables de la lutte anti-

terroriste britannique – qui a souhaité rester dans l'anonymat – souligne qu'il n'y a guère d'alternative : *“Peut-être les résultats des efforts de déradicalisation sont-ils moins spectaculaires qu'attendu – mais les djihadistes sont bel et bien là. Certes, certains d'entre eux sont incarcérés, mais la plupart seront libérés à un moment ou un autre. Et on ne va pas suivre l'exemple américain, en ouvrant un camp extrajudiciaire comme Guantanamo...”*

INITIATIVES ET PROGRAMMES CITÉS :

Hayat : *“est l'un des premiers programmes de déradicalisation au sein de la société civile, lancé par le Centre de la culture démocratique (ZDK) de Berlin, qui disposait d'une expertise en matière de déradicalisation dans les milieux d'extrême droite.”*

TUI : lancée en 2009 par Usman Raja, musulman pratiquant et professeur d'arts martiaux, The Unity Initiative (TUI) défie des apprentis djihadistes dans des combats et les convie à des entraînements, cherchant par là à canaliser leur violence et à tempérer leur foi.

ACF : *“L'Active Change Foundation (ACF) a également été créée par des anciens islamistes en 2003. Elle s'est fixée pour objectif de déconstruire et de “délégitimer” les discours extrémistes. Elle a, pour ce faire, choisi une approche originale de “déradicalisation pro-active”, axée sur un travail de terrain poussé et sur des ateliers de réflexion sur l'islam. Les membres de l'ACF sillonnent les rues de l'est de Londres, prenant contact avec les jeunes*

au détour d'une partie de basket-ball et les invitant à leur centre pour la jeunesse (Change Centre). Les personnes exposées aux risques de radicalisation peuvent participer là-bas à des ateliers de contre-radicalisation. Grâce à leur expérience personnelle dans les milieux radicalisés, les équipes de l'ACF disposent des compétences nécessaires pour dissuader les jeunes de suivre les arguments des radicaux.”

Hatif : *““téléphone” en arabe et Heraus Aus Terrorismus und Islamistischem Fanatismus en allemand [“Sortir du terrorisme et du fanatisme islamiste”]. L'idée était de lancer une hotline pour les personnes prêtes à abandonner le djihad. Leur prise en charge incluait soutien psychologique à l'individu concerné et à sa famille, échanges avec des imams, aide à la recherche d'un nouveau logement, formation professionnelle et assistance pour trouver un emploi. Le BfV a mis un terme au programme Hatif en septembre 2014, le nombre d'appels restant faible. Pour la plupart des analystes, cet échec est dû au fait que le programme était directement dirigé par les services de sécurité fédéraux.”*

¹ El Difraoui Asiem, Uhlmann Milena, “Prévention de la radicalisation et déradicalisation : les modèles allemand, britannique et danois.”, *Politique étrangère* 4/2015 (Hiver), p. 171-182

² L'article peut être consulté dans son intégralité sur le site du www.cairn.info : www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-4-page-171.htm

³ Les différents programmes évoqués dans cette synthèse sont décrits en fin d'article.

Par Wahoub FAYOUMI
journaliste

RADICALISME: PISTES POUR EXPLIQUER LES RACCOURCIS DU DISCOURS MEDIATIQUE

Radicalisme : chez le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur, le mot parle de lui-même, il n'est plus nécessaire de préciser "radicalisme musulman", il suggère à lui seul violence et actes terroristes. Pourquoi "le retour aux racines des choses" doit-il nécessairement comporter ce sens péjoratif dans la communication médiatique ?

Il y a peu, le ministre fédéral de l'Intérieur a provoqué une polémique après avoir déclaré, dans un pays secoué par des attentats qui ont fait des dizaines de morts, qu'une "partie significative" de concitoyens auraient dansé après les évènements dramatiques du 22 mars.

Les réactions ont déferlé dans le monde politique, et la polémique a animé le devant de la scène médiatique pendant des jours.

Malgré les arguments développés sur toutes les plateformes d'informations et de débats du pays, il est intéressant de constater que ces discours diffusés a posteriori semblent avoir peu de prise sur ce qu'on a l'habitude de nommer l'"opinion publique". C'est ce que tend à démontrer, avec toutes les précautions d'usage, un sondage réalisé par la presse écrite¹, et qui estime à 68% la proportion de Belges qui se disent d'accord avec le ministre Jan Jambon. Et la cote de popularité de ce dernier dans la Belgique francophone n'a jamais été aussi haute.

IMMÉDIATÉTÉ, ÉMOTION ET EXACTITUDE

Cet exemple nous amène à une réflexion plus large qui concerne le sens de ce qui est communiqué. Dans une récente publication américaine, il est question d'époque "poste factuelle" : peu importent les faits, la communication employée par les décideurs ne se soucie que de leur popularité. Et cela semble bien fonctionner. Ainsi, explique un journaliste américain² à propos de la multitude

d'inexactitudes assénées par le candidat républicain Donald Trump pendant sa course à l'investiture, avec la vitesse de propagation de cette information rapide, qui atteint des millions d'électeurs en quelques secondes, "*la possibilité d'avoir un impact avec la vérification des faits est en train de devenir une course contre la montre.*" Une course perdue ?

Interrogés par les journalistes de la RTBF, des politologues ont donné leur avis sur le phénomène : le basculement vers l'émotionnel au détriment du rationnel dans la communication politique, et médiatique en général, fait de plus en plus ressembler le débat public à une sorte de télé-réalité, où émotion se confond avec sincérité, et avec exactitude. Et de citer Nietzsche : "*Il n'y a pas de faits, mais des interprétations*".

DOMINATION

Mais cette tendance à surévaluer l'immédiat et l'irrationnel biaise également la compréhension au-delà des faits qui peuvent être vérifiés. Dans le registre symbolique, les mots sont importants en ce qu'ils convoquent des images positives, négatives, et induisent un jugement. Ainsi en est-il de l'expression "pris en otage", raccourci employé lors d'actions de grève, touchant souvent des navetteurs se rendant à leur travail. Le raccourci de langage ne permet plus de questionner la pertinence des faits en eux-mêmes, il décrit en une image une réalité complexe, des rapports de force, des causes et des effets. Certains mots, ou de façon plus large, certains concepts, deviennent, dans

les médias et singulièrement dans les médias d'information, imperméables à toute interrogation sémantique. Il est intéressant de constater dès lors la distance mise en mots, illustrée par ces expressions, entre la définition actuellement admise du journalisme et la façon dont il se pratique.

Profession mal aimée, peu digne de confiance d'après plusieurs enquêtes d'opinion, le journalisme a souvent vogué entre diverses lignes qui définissent sa pratique. Aujourd'hui, la tendance venant des pays anglo-saxons lui impose des limites strictes censées protéger son objectivité, ou à tout le moins sa crédibilité auprès du public auquel il s'adresse. Objectivité versus neutralité : tel est le fil rouge qui guide la multitude de débats qui tournent autour de la pratique des métiers de l'information. Si ce débat est difficile, son existence délimite cependant cet idéal vers lequel le journaliste doit tendre : être impartial dans sa retranscription de la réalité, donner les clés de compréhension suffisantes à son public.

Or, comment comprendre cette injonction, alors que la présentation de la réalité par les mots se trouve tronquée ?

La rapidité, la convocation de l'émotionnel entraînent donc des biais de compréhension et sont eux-mêmes amplifiés par la toute puissance de la communication médiatique.

Nous pouvons convoquer Bourdieu, dans son analyse des médias, et plus particulièrement de la télévision. La

télévision aurait, d'après lui, "une sorte de monopole de fait sur la formation des cerveaux d'une partie très importante de la population." Ce monopole s'exerce, selon le sociologue, dans un contexte particulier, qui est celui de la domination. Dans ce cadre, les actions des professions chargées de répercuter la réalité du monde se déroulent apparemment de la façon la plus naturelle possible, alors qu'elles sont le fruit de leur environnement³.

CETTE ANALYSE VAUT-ELLE TOUJOURS AUJOURD'HUI ?

L'utilisation du mot radicalisme vient à point nommé illustrer ce propos. Bourdieu, et d'autres, ont eux-mêmes été taxés de radicalisme, ou de radicalité, par certains de leurs confrères. Or, comme le note justement Alain Lecomte, spécialiste en sciences du langage, "croire en une vérité même si pour la majeure partie de l'opinion elle est rien moins qu'évidente est une forme de radicalité dont ont fait preuve les personnalités marquantes de la science moderne, de Copernic et Galilée à Einstein."⁴ Est-ce qu'opposer des arguments idéologiques face à une majorité non définie doit, d'emblée, être mal jugé ? se demande-t-il. Radicalisme, aujourd'hui dans la communication médiatique, est synonyme d'extrémisme, au mieux. Au pire, il ne recouvre que la réalité du terrorisme et des actes violents. Ne peut-on pas, en suivant Bourdieu, craindre que le glissement sémantique ne soit en réalité destiné à une disqualification de tout ce qui pourrait remettre en cause un discours dominant

et largement diffusé ? Dans la pratique du journalisme d'aujourd'hui, soumis à l'immédiateté et immanquablement parfois aux raccourcis, il s'agit peut-être d'une illustration de la difficile indépendance du métier.

¹ Sondage IPSOS publié le 20 mai 2016.

² Politico.com, 15 décembre 2015.

³ Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Liber-Raisons d'agir, 1996.

⁴ Alain Lecomte, "Qu'est-ce que le radicalisme ?", *blogslemonde*, mars 2008.

Drogues : ne punissez plus

Rassemblement Le 24 Juin 2016 de 17h00 à 22h00
Parc de Bruxelles

Stand d'info, animations, DJ, concert de Odieu et Daniel Hélin

Une autre politique drogues est possible.
Nous revendiquons :

- L'arrêt des poursuites judiciaires (souvent arbitraires...)
- Le droit à la santé pour tous (réduction de risques, salles de consommation...)



Une journée internationale relayée en Belgique par Modus Vivendi, Liaison Antiprohibitionniste, Fedito bruxelloise, Bruxelles Laïque, Centre d'Action Laïque, Prospective Jeunesse, Dune, InforDrogues, Médecins du Monde, Transit, CBPS...

<http://supportdontpunish.org/fr/>

Par Marie-Eve DAMAR

*Maître de conférence en Langues et lettres,
auteure de Communication écrite (De Boeck) et du blog "Linguistiqueries" (mevedamar.wordpress.com)*

RACINE ET RADICAL

PÉRÉGRINATIONS LEXICOLOGIQUES

Comme les mots *radical* et *racine* reçoivent de nombreuses acceptions dans la langue (ces termes sont convoqués en botanique et en mathématiques notamment), en linguistique, on les dit *polysémiques*. La linguistique s'intéresse à l'étude de la langue. La branche de la *linguistique* qui étudie les mots et leur(s) sens, leur nature, leur étymologie, est appelée *lexicologie*.

RACINES ET RADICAL

La *racine* est traditionnellement définie comme l'élément irréductible du mot, que l'on obtient en éliminant tous les affixes dérivationnels (les préfixes que l'on place avant le mot, comme *dé-* dans *dé-ranger* et les suffixes placés après le mot, comme *-ette* dans *maisonnette*) et flexionnels (les désinences, aussi appelées terminaisons, comme *-er* dans les infinitifs *fermer*, *parler*, *voler*, etc.).

Dans les mots *roulis*, *rouleau*, *rouler*, *roulage*, *dérroulement*, on perçoit sans peine un radical : *roul-*. Le radical est la plus petite et plus ancienne unité lexicale qui permet de former un mot, l'élément commun d'une série de mots apparentés, la base à partir de laquelle sont dérivées les formes pourvues d'affixes.

Selon le Trésor de la langue française informatisé (TLFI), la distinction entre les deux n'est pas claire. Le terme de *racine* est convoqué par la linguistique historique et le *radical* est plutôt utilisé en conjugaison.

La linguistique historique nous apprend qu'un mot latin peut donner lieu à des termes de sens et de formes différents : on appelle ces mots "doublets étymologiques". Voyons dans différents exemples une continuité de sens (*hôtel*, *hôpital*, *hospice* ; *poison* et *potion*) ou un éloignement de sens (*foison* et *fusion* ; *légal* et *loyal*).

Les mots *hôtel*, *hôpital*, *hospice* viennent de *hospitalis* (à la fois nom et adjectif), signifiant soit un lieu où l'on reçoit des hôtes, soit le caractère hospitalier. L'idée véhiculée par ce terme a été conservée en français moderne : les hôtes sains se rendent à l'hôtel, les

malades sont à l'hôpital pour des soins, les personnes âgées démunies ou valétudinaires sont hébergées à l'hospice.

Autre exemple de continuité de sens, les mots *poison* et *potion* viennent de *potio*, signifiant boisson. Ce mot a pris en évoluant les acceptions d'un breuvage soit médical : *potion*, soit magique : *poison*. Même si spontanément, on aurait plutôt associé *potion* à *magique* et *poison* à *empoisonnement*, le lien sémantique demeure dans les acceptions actuelles : un philtre magique est empoisonné, une potion est une mixture médicinale, la potion peut être magique et le médicament est potentiellement toxique, donc potentiellement un poison.

Les mots *foison* et *fusion* viennent de *fusio*, action de répandre (issu du verbe *fundere*, *fondre*). *Foison* signifie écoulement, ce qui se répand. On l'utilise aujourd'hui dans *à foison*, qui signifie en abondance, en grande quantité. La *fusion* signifie le passage de l'état solide à l'état liquide, ou l'union d'éléments distincts (comme, par exemple, la fusion de deux atomes, de deux entreprises, ou de deux partis politiques). On constate un glissement sémantique important, jusqu'à des termes qui semblent opposés : de *répandre* à *réunir*. Autre exemple, *loyal* et *légal* viennent de *legalis*, qui signifie "conforme à la loi". Dans le contexte de la chevalerie, au Moyen Âge, une personne loyale était fidèle au Roi, à l'ordre établi. Aujourd'hui, avec le glissement de sens, certains se mettent dans l'illégalité pour se montrer loyaux envers leur famille ou leurs amis, et cette possibilité apparaît en contradiction avec l'étymologie.

Dans cette perspective, retourner à la racine signifierait une perte du sens actuel du mot...

RACINES MENAÇANTES ?

Le retour à la racine se montrerait-il dangereux pour la langue¹ ?

À la Renaissance, l'orthographe était libre, et l'on a ajouté des lettres muettes, souvent des consonnes, pour témoigner de ce qu'on pensait être l'étymologie du mot. Ces lettres étymologiques, comme dans *temps* (s de *tempus*), *corps* (s de *corpus*), *doigt* (g de *digitum*) n'ont de fonction que l'illustration de l'origine du mot. Les graphies ayant été figées, ces interventions compliquent l'orthographe. On aimerait pouvoir la simplifier.

Mais le tollé médiatique provoqué en février 2016 par une réforme de l'orthographe datant pourtant de 1990, montre combien les francophones sont attachés à leur langue, et toute tentative de rectification orthographique, même minime, fait surgir des résistances sociales fortes. Il y a donc matière à déconstruire des stéréotypes linguistiques qui ont la vie dure. La tâche est urgente : la complication de l'orthographe, due notamment à ce retour à la racine, peut constituer un frein à la diffusion du français : trop compliquée à apprendre comme langue étrangère, la langue pourrait être délaissée. La défense d'une orthographe étymologique se montre sous cet angle menaçante pour la langue...

NÉOLOGIE, DÉRIVATION ET DÉRIVES

La néologie témoigne de la vitalité de la langue, et chaque année de nouveaux mots viennent enrichir le lexique français. Ces créations proviennent d'un processus de dérivation — on ajoute des mots dans un paradigme (à côté de *recyclage* et *recycler*,

on crée *recyclerie*), ou d'une entreprise de composition — on ajoute ou modifie des affixes ou on combine des mots existants : *écoconduite, crudivore, bistronomie, etc.*

L'adjonction d'affixes constitue en effet une manière privilégiée pour former des néologismes. Prenons deux exemples, un terme nouvellement arrivé dans la langue : le verbe *déradicaliser* et le participe substantivé *migrant*, qui connaît une évolution de sens² s'accompagnant d'une diffusion récente, notamment dans les médias. Ces mots dérivent respectivement des mots *radical* et *migrer*.

Le mot *déradicaliser* provient de l'adjonction du préfixe *dé-*, qui inverse le sens (comme dans *défaire, démonter, déjeuner*). Il s'agit de l'action d'inverser un processus d'intransigeance croissante (la radicalisation), qui conduirait à la violence. Selon Fethi Benslama³, "la notion même de "radicalisation" est très floue. Où commence-t-elle ? Sur le plan des idées ? Dans l'intention de passer à l'acte ? Dans l'incitation à la violence ? Sur la base de cette notion très imprécise, on essaie à présent d'élaborer son contraire, la *déradicalisation*." Ce terme apparaît donc comme mal choisi : on ne peut déprogrammer une personne, et la confrontation à un contre-discours n'est pas souhaitable. On imagine mal en effet défaire facilement et sans dégât ce qui étymologiquement consisterait pour un individu en un retour à ce qui lui semble constituer ses racines. La radicalité naquit-elle un jour de la racine ôtée ? *Déradicaliser*, un exemple de néologisme malheureux.

Le mot *migrant*, participe présent du verbe *migrer*, s'est répandu récemment dans son emploi substantivé : un *migrant*. Selon Jean-

Claude Barreau⁴, qui en a été longtemps le directeur, l'office français qui s'occupe de l'immigration, l'*Office national de l'immigration*, a été renommé l'*Office des migrations internationales*. Il s'agirait selon lui d'un euphémisme. Le terme *migrant* semble en effet vierge de connotations péjoratives, ce qui n'est, selon lui, pas le cas du mot *immigré*.

Par ailleurs, si le migrant effectue une migration volontaire pour des raisons économiques, politiques ou culturelles, et relève du droit national, le réfugié dépend en revanche du droit international, sa migration étant considérée comme contrainte par la situation de son pays d'origine. Est réfugiée une personne qui a obtenu l'asile d'un autre Etat, conformément à la convention de Genève signée en 1951 et ratifiée par 145 Etats membres des Nations Unies. Selon Noémie Monti⁵, le fait que les médias emploient le terme de migrants alors que la plupart des personnes attendant aux frontières de l'Europe sont des réfugiés entretient une vision erronée de la situation.

Les mots *immigré* (préfixe *in-* signifiant *dans*), ou *émigré* (préfixe *ex-* signifiant *hors de*), sont des participes passés (selon la nomenclature traditionnelle). Leur usage implique que le changement de pays a déjà eu lieu. En revanche, le mot *migrant*, par l'emploi de la forme progressive, implique un mouvement continu, le changement est en cours. Le migrant ne sera *émigré* (*sorti*) ou *immigré* (*entré*) que lorsque le voyage aura pris fin. Force est néanmoins de constater pourtant que les migrants ont déjà tous émigrés, ils ont quitté leur pays, et qu'ils se trouvent forcément dans un pays ou l'autre, ils ont donc immigré. *Migrant*, un vocable qui oriente une vision du monde plus que douteuse humainement : il donne l'impression d'un voyage sans fin.

nement : il donne l'impression d'un voyage sans fin.

Dans un sens moins péjoratif, l'énoncé "Nous sommes tous des migrants" permet de manifester sa solidarité avec ceux qui quittent leur pays pour trouver ailleurs une vie meilleure, et, plus métaphoriquement, affirme que nous sommes tous susceptibles de changer le monde par une pensée en mouvement, par des actes refusant de figer le monde tel qu'il est actuellement.

Nous avons interrogé les concepts de *radical* et de *racine* afin d'illustrer les propos suivants : la langue contient des mots de sens proches ou éloignés, ayant la même racine ; prôner un retour à la racine peut être dangereux pour la langue ; la néologie, phénomène de création de nouveaux mots qui témoigne de la vitalité de la langue, convoque souvent la racine et peut donner lieu à des sens flous, ou parfois même, douteux.

Ouvrages lexicographiques consultés :

Bloch O., Von Wartburg W., *Dictionnaire étymologique de la langue française*, Paris, PUF, 1932 (dernière édition en 2008)

Gaffiot F., *Dictionnaire Latin/français*, Paris, Hachette, 1934, disponible en ligne : www.lexilogos.com/latin/gaffiot.php

Trésor de la langue française informatisé (ou TLFi) : atilf.atilf.fr/tlf.htm

¹ Ne lisez aucune métaphore dans *le retour à la racine* ni aucune synecdoque particularisante dans la langue, sinon vous comprendriez cette phrase comme interrogeant le lien psychique entre retour à ses origines et menace pour l'individu, ce qui nous éloignerait de notre propos.

² Auparavant, le mot était synonyme d'individu travaillant dans un pays autre que le sien.

³ Fethi Benslama est psychiatre et professeur à l'Université de Paris-Diderot, voir l'article : www.letemps.ch/monde/2015/11/30/deradicaliser-mettre-pratique-un-valise

⁴ www.atlantico.fr/decryptage/que-revele-irruption-emploi-mot-migrant-jean-claude-barreau-2147908.html

⁵ www.sensemaking.fr/Migrants-ou-Refugies-pourquoi-joue-t-on-sur-les-mots_a214.html

Par Julien THÉRON

enseignant, consultant et journaliste spécialisé en géopolitique des conflits contemporains

EN EUROPE, LA DANGEREUSE EXPANSION DE L'EXTRÊME DROITE¹

“Le nationalisme, c’est la guerre”, disait François Mitterrand. De la *pax romana* à la création de l’Union européenne, l’Europe a été un théâtre constant de conflits. Les idées invitant au rejet de l’autre, voire à sa destruction, progressent sur le continent. Hier rejetées au nom d’une morale politique ouverte, ces idées sont aujourd’hui acceptées, revendiquées et transformées en politiques publiques par plusieurs gouvernements européens, alors que les mouvements d’extrême droite se durcissent en conséquence.

LES FAITS

Depuis le début des années 2000, l'extrême droite européenne a radicalement évolué. Elle est passée d'une force politique marginale et ostracisée à un acteur de poids avec lequel il faut compter. Elle a mué, de groupes écartés des lieux de pouvoirs à des partis de gouvernement. Elle a vu les idées xénophobes alors décriées être passivement acceptées, voire reprises et appliquées par des partis traditionnels de droite.

En termes d'électorat, l'extrême droite était, selon les pays, composée de traditionalistes catholiques, de révisionnistes, de nostalgiques, de racistes, de xénophobes, de nationalistes ou d'isolationnistes. Elle flatte et conquiert aujourd'hui bien au-delà de ces groupes marginaux, par un vote contestataire mais aussi d'adhésion, à droite comme à gauche, dans les milieux ouvriers comme dans les classes moyennes, et quel que soit le niveau d'étude. Dans une Europe inquiète, la peur fleurit et qu'elle soit populiste, régionaliste, nationaliste, eurosceptique, identitaire ou raciste, l'extrême droite progresse, se normalise et se radicalise. [...]

LÉGITIMATION DES IDÉES DE L'EXTRÊME DROITE : UN GLISSEMENT POPULISTE DES PARTIS DE GOUVERNEMENT

La mondialisation actuelle se caractérise par un antagonisme permanent. L'ouverture à des modes de gouvernance qui dépassent ou traversent les États-nations, la réduction des distances interculturelles par l'explosion des technologies de

l'information et de la communication, ainsi que la libéralisation des échanges économiques s'accompagnent, en réaction, de contre-mouvements divers et variés, qu'ils soient localistes, régionalistes ou nationalistes, contestant une ouverture au monde qu'ils considèrent comme néfaste.

Au cœur de cette complexité, les leaders politiques des États européens n'ont, dans les années 2000, eu que peu de visibilité sur ce à quoi mènera une telle ouverture. Mais ils étaient convaincus de trois choses néanmoins. La première est que l'ouverture réduit leurs prérogatives politiques (régionalisation, communautarisation européenne, transfert de compétences publiques à des acteurs non-étatiques, privés ou associatifs). La seconde est que la prospective et la planification des politiques publiques sont bien plus ardues en raison du niveau accru de connexité des phénomènes politiques et économiques mondiaux. Et enfin, et surtout, cette ouverture, très rapide, dépasse passablement le rythme d'évolution de la plupart des sociétés européennes, c'est-à-dire que les peuples ne peuvent, sans pédagogie, s'adapter à des mutations mondiales (technologiques, économiques ou géopolitiques) plus rapides que le rythme lent de leur évolution endogène.

Il y avait donc deux choix possibles : regarder vers l'avenir en faisant œuvre de pédagogie, en expliquant les nouveaux enjeux, les nouveaux modes de gouvernance, les nouveaux rythmes, les nouvelles opportunités que cette ouverture apporte, si l'on s'y applique (typiquement

ce qu'ont fait les pays scandinaves en se réformant), ou bien regarder vers le passé en rejetant cette ouverture. Cela revient à prophétiser de façon populiste et fallacieuse la dilution à venir de sa nation par l'ouverture de l'État dans un ensemble globalisé, présenté comme trop complexe, néfaste, un ensemble dont la diversification des leviers de gouvernance, même démocratiques, sont affichés comme non-démocratiques car ils ne correspondent pas à la conception strictement orthodoxe de l'État.

Les conjonctures politiques et économiques ont fait le reste. Que les leaders nationaux croient a priori aux vertus de la mondialisation ou non (les discours varient souvent en fonction de l'auditoire), ils ont souvent usé d'arguments visant à limiter l'ouverture. Cela a été le cas à gauche comme à droite, l'extrême gauche contestant l'ouverture sur une base essentiellement économique et l'extrême droite sur une base essentiellement politique, bien que les deux se soient rapidement mêlés, se joignant ainsi à la complexité du tissu actuel des phénomènes et des acteurs politiques.

Plus aisé que de faire œuvre de pédagogie, stigmatiser la mondialisation, tel phénomène extérieur, telle idéologie autre, tel pays étranger, tel groupe humain allo-gène, immigré, est devenu une habitude afin de s'attirer les bulletins lors des suffrages nationaux.

[...] On a commencé à préférer un repli sur l'État-nation à une régulation commune de la mondialisation. La chose était dite et répétée, le phénomène enclenché :

on donnait trop d'ouverture politique, il fallait revenir à l'échelon national de gouvernance. Conserver plutôt que partager, faire entre nous plutôt qu'avec les autres, même si c'est moins efficace, qu'importe. La fermeture est désormais décomplexée, et donc libérée de toute nécessité d'argumentation.

RESPECTABILITÉ DE L'EXTRÊME DROITE : L'EXPÉRIENCE DU POUVOIR

Alors que les leaders européens s'égoïllaient à tour de rôle contre "Bruxelles" dans leurs médias nationaux, ceux qui avaient toujours critiqué l'ouverture de l'État-nation et prôné le repli ont commencé, tout à fait logiquement, à être écoutés d'une oreille bien plus attentive.

Ceci s'est traduit dans les urnes par une montée des partis d'extrême droite. Au regard de leurs scores électoraux et d'une légitimation latente de leurs idées, les partis de la droite de gouvernement ont décidé dans plusieurs pays de franchir le Rubicon et de les faire entrer dans des gouvernements de coalition. [...]

APPLICATION DES IDÉES D'EXTRÊME DROITE : LA DROITE DÉCOMPLEXÉE

Mouvement de balancier permanent, certains partis de droite, polarisés en général en Europe par les libéraux d'un côté et conservateurs de l'autre (plus une branche sociale dans certains pays), ont commencé à intégrer en leur sein des courants plus radicaux côté conservateur. Les idées de l'extrême droite désor-

mais légitimées par des scores électoraux prouvés à coup de chocs nationaux dans quasiment tous les pays d'Europe, certains leaders ont pensé qu'il était temps d'intégrer les idées traditionnellement soutenues par l'extrême droite dans leurs propres programmes électoraux, puis, une fois au pouvoir, de les appliquer, selon deux axiomes :

1) *"Nous sommes menacés par l'extérieur"*. Ceci s'est traduit tout d'abord par la menace terroriste post-11 septembre (surveillance du territoire, des communications, mesures de sécurité), puis de la compétitivité du pays dans le monde (contre la Chine, les États-Unis, les pays émergents), d'une méfiance à l'égard des partenaires européens (mobilité limitée des travailleurs des dix pays entrants en 2004, élargissement freiné de l'espace Schengen, interventionnisme de l'exécutif sur les fusions-acquisitions dans le marché commun, nationalisme monétaire), d'une mythification des valeurs culturelles nationales, d'une fermeture aux religions minoritaires, d'une stigmatisation des immigrés (rendus responsables du chômage, de la criminalité, d'un déclin général des pays).

2) *"Il faut croire à ces menaces et ne pas critiquer les actions entreprises pour les combattre"*. Dans plusieurs pays, les partis de gouvernement ont décidé de limiter les contre-pouvoirs encadrant l'action de l'exécutif, qu'ils soient d'ordre législatif, judiciaire ou médiatique. Toute critique contre les actions de l'exécutif est alors considérée comme un comportement néfaste au pays, au moins politiquement irresponsable et au plus antipatriotique.

RADICALISATION DE L'EXTRÊME DROITE : UNE RÉACTION LOGIQUE ET DANGEREUSE

Puisque certains partis, surtout à droite, mais également à gauche de l'échiquier politique, ont musclé leur discours sur la gravité des menaces extérieures pesant sur les pays, l'extrême droite s'est vue dépossédée de larges parts de ses propositions. Si la radicalisation n'est pas visible dans tous les pays, la rhétorique ainsi que les actions de l'extrême droite se sont tout de même clairement durcies dans certains pays, en arrivant à des extrêmes que l'Europe n'a pas connus depuis la Seconde Guerre mondiale. On observe depuis plusieurs années, dans plusieurs pays, l'arrivée de petites formations ou groupuscules d'extrême droite plus radicaux encore que les partis extrémistes traditionnels, avec un discours clairement xénophobe ou raciste, et dont les membres passent des discours aux actes criminels.

En termes de discours, l'extrême droite hongroise a, par exemple, revendiqué le caractère ethnique de la nation désormais inscrit dans la Constitution (laissant donc penser que les frontières de l'État ne correspondent pas à la distribution géographique de la nation, tout en excluant potentiellement les Roms) ou encore que celle-ci est chrétienne (niant donc toute l'importance de la communauté juive dans l'épanouissement du pays à son âge d'or, stigmatisant la communauté gay). En Pologne, l'extrême droite a considéré l'adhésion à l'Union européenne, en 2004, comme une occupation. En France, on

organise des apéritifs à base de porc et d'alcool dans des quartiers où habitent de nombreux musulmans pour leur faire comprendre qu'ils ne sont pas chez eux. En Suisse, l'Union démocratique du centre (UDC) les a considérés comme une force menaçant clairement le pays, alors qu'on y a assimilé Italiens et Roumains à des rats venus voler le fromage national. Ou encore en Italie, où la Nouvelle force (*Forza Nuova*) a réclamé l'expulsion de la communauté gitane.

En termes de passage à l'action violente, l'extrême droite s'est développée fort dangereusement, que ce soit au travers des actions anti-homosexuels en Slovaquie, de violences contre les minorités et d'émeutes antigouvernementales en Hongrie, des attaques terroristes d'Oslo et d'Utøya en Norvège, ou encore de la série d'assassinats d'immigrés en Allemagne par le groupe néonazi NSU (*Nationalsozialistischer Untergrund*), qui se revendique comme le bras armé clandestin et national-socialiste d'un plus vaste réseau idéologique dans le pays.

UN ESPRIT EUROPÉEN DÉLÉTÈRE

Cet antagonisme des peuples, qui est ainsi prôné et mis en pratique par la violence, suscite de l'extérieur l'impression d'une Europe vieillissante et xénophobe, méfiante vis-à-vis du monde, suspicieuse quant à un entrant forcément ennemi.

Il n'est pas étonnant que le rejet, ne serait-ce que rhétorique, de l'Europe sur les scènes politiques nationales, provoque la réémergence d'idéologies contre

lesquelles l'Union européenne a été bâtie. Car ce sont bien les idéologies nationalistes (nazisme, fascisme, pétainisme, franquisme, salazarisme, horthysme) qui ont provoqué le suicide historique de l'Europe et c'est pour prévenir tout nouveau conflit que l'on a mis en place la Communauté européenne.

Il y a un donc un triple danger dans cette expansion des idées xénophobes. Premièrement, à force d'être exprimées avec plus ou moins de détours par les élites à des fins électorales, elles finissent par devenir une norme morale. Elles se diffusent ensuite comme telle dans la société, ravie d'avoir un bouc-émissaire désigné responsable de ses malheurs, réels ou fantasmés. Troisièmement, cela provoque un durcissement des partis extrémistes, qui tendent à opposer les peuples plus qu'à les faire se comprendre, s'accepter et travailler ensemble, dans le complexe tissu ethnique, linguistique, culturel, économique et politique qu'est l'Europe. [...]

¹*Bruxelles Laïque Échos* reproduit ici une version raccourcie d'un article initialement paru sur : <http://geopolitiqueconflits.blog.lemonde.fr/>

Par Sébastien KENNES

Animateur chez Rencontre des Continents, co-auteur de la conférence gesticulée "Radical !"

C'EST QUI LE PLUS RADICAL ?

Si être radical signifie *“aller à la racine, s’occuper du principe premier des choses, avoir une action décisive sur les causes profondes d’un phénomène, aller jusqu’au bout de chacune des conséquences impliquées par un choix, être complet et cohérent”*¹, voici une réflexion sur certaines postures dites “radicales” quand il s’agit de lutter au XXI^e siècle contre le système capitaliste dominant et d’élaborer les contours d’autres possibles ou de tout simplement mieux vivre ensemble...

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE... VRAIMENT ?

Je suis né en Occident dans les années '80 à l'époque où Margaret Thatcher voulait faire de l'argument "TINA – There is no Alternative" un adage... Je suis tombé dans "l'altermondialisme" dans les années 2000 au travers de voyages en Afrique, de manifs anti-guerre, de participation à des forums sociaux ou en m'activant dans l'émergence du mouvement des sans-papiers. Trente-cinq ans après, TINA n'est pas devenu un adage et nombreuses sont les résistances à travers la planète, qu'elles soient créatrices, émancipatrices, douloureuses, heureuses ou malheureuses. La Belgique ne fait pas exception.

À travers mon engagement militant, j'ai découvert que, dans nos pays, une partie du monde associatif et de la société civile constituait une part importante – mais pas la seule – de cette galaxie altermondialiste. Tantôt des mouvements sociaux et des ONG issues du courant tiers-mondiste, tantôt des organisations défendant l'égalité par les droits, tantôt des mouvements plus horizontaux et autonomes, des mouvements écologistes ou féministes...

C'est au travers de ces mouvements qualifiés "d'organisés" que j'ai aussi commencé à travailler dans les années 2005 et que j'ai découvert la possibilité d'avoir un travail "militant" rémunéré au service du slogan "un autre monde est possible". Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Suis-je un social traître parce que je consacre une partie de mon temps dans une organisation militante financée par des moyens publics alors qu'à

côté d'un travail rémunéré, j'ai la conviction que la situation présente nous oblige à repenser nos modes d'actions en dehors de l'État et en vue de récupérer un peu de pouvoir sur nos vies... ?

LE CONTEXTE ACTUEL NÉCESSITE UN RAPPORT DE FORCE

J'ai appris des "plus anciens" que toutes mes colères et indignations ("moi aussi je veux changer le monde") envers le système dominant et le monde qu'il construit étaient légitimes mais que "ce n'était pas nouveau" et qu'eux aussi, déjà à l'époque, ils disaient pareil...

N'empêche qu'aujourd'hui le monde est plus complexe que dans les années '60, que les écosystèmes de la planète sont encore plus détruits qu'il y a quarante ans, que les inégalités ont explosé et que notre capacité à continuer à vivre ensemble sur cette planète est mise en péril par l'enchevêtrement de crises et de problèmes désormais systémiques et qui s'accroissent. En Occident, notre génération et celle de nos enfants sont celles qui risquent de voir, de leur vivant, les mythes fondateurs de notre civilisation thermo-industrielle s'effondrer comme le libre-échange ou l'accès à tous au mode de vie occidental.

Alors, même si on peut ci et là au niveau local constater des victoires et des avancées, globalement, la situation se détériore au niveau social, écologique, économique. Cela veut dire que les mouvements sociaux doivent créer un rapport de force dans lequel nous devons être capables sur une période incertaine de renverser

la vapeur en articulant la résistance au vieux monde qui s'écroule avec la création d'autres mondes en ébullition. Il en va de la survie de la vie.

FAIBLESSE DES ÉTATS, POUVOIR DES 1% VS PUISSANCE DES MOUVEMENTS SOCIAUX ?

Les réalités actuelles nous obligent à nous poser des questions sur notre capacité à peser dans les choix de société et sur les processus démocratiques qui nous amènent à reprendre nos vies en main. Est-ce que les mouvements d'organisations "financées" par les deniers publics et donc par les États sont aujourd'hui capables seuls de faire tactiquement face au 1% de ceux qui dominent le monde ? Quelle légitimité donner encore à des États qui ont failli face à la finance, au pouvoir de l'argent et sont aujourd'hui au service de ces 1% ? La faiblesse de la démocratie actuelle ne nous invite-t-elle pas à repenser nos postures politiques et stratégiques face à ceux qui détruisent les différentes formes de vie ?

Il n'y a pas de réponses tranchées à toutes ces questions, mais des collectifs, groupes et mouvements montrent d'autres voies et stratégies possibles que celle de simplement réclamer aux États de changer les politiques publiques. Mises les unes à côté des autres, ces voies constituent un ensemble de pratiques parfois hétéroclites mais qui constitue ce que certains appellent "une nouvelle radicalité", à géométrie variable.

La question des stratégies suivies par ces différents collectifs est au coeur d'une recherche menée par Quinoa en collaboration avec une série d'organisations dans lesquelles je suis impliqué. Reprenons ci-dessous une de leurs grilles d'analyse² :

Le choix de ces stratégies est intimement lié au diagnostic qu'on pose sur le rôle de l'État et des relations entretenues avec lui. Sans avoir la prétention d'être exhaustifs par rapport aux attitudes entretenues à l'égard de l'État, on peut relever trois idéaux-types de postures de la part de ces groupes divers qui se disent en lutte ou non. Ces postures sont souvent le résultat d'un postulat de départ relatif à l'origine du changement :

1. **Faire avec l'État** - *Le changement vient des politiques publiques construites au travers de mécanismes de concertations démocratiques.* Une série de mécanismes démocratiques permet aux populations de se faire entendre. La puissance publique est considérée comme une alliée car elle partage nos objectifs ou peut les partager. Dès lors, le changement ou la transition peut être co-construite avec l'État au travers du dialogue ou d'un rapport de force équilibré.
2. **Faire contre l'État** - *Le changement vient de la société civile au travers des conflits qui l'opposent à la sphère politique et économique.* La puissance publique est un obstacle à notre cause car elle ne partage pas nos objectifs ou est perçue comme illégitime. Dès lors, le changement

passer par la résistance directe aux politiques publiques contraires à la transition ou à la capacité à influencer sur des politiques publiques qui y concourent. Face au constat de l'incapacité des politiques publiques à accompagner la transition, cette résistance vise soit à réintroduire un rapport de force plus équilibré soit à remettre en cause la légitimité même de la puissance publique, voire à vouloir la subvertir.

3. **Faire sans l'État** - *Le changement vient de la société civile au travers des initiatives créatrices.* La sphère politique n'est pas adaptée ou pas indispensable en vue d'engendrer les changements nécessaires. L'État de droit est un élément du système parmi d'autres dont il faut tenir compte tout en agissant de manière autonome. Dès lors, la transition ou transformation de la société passe par l'expérimentation et le développement d'alternatives, développées en toute autonomie et en vue de toujours plus d'autonomie, sans nécessité absolue de recourir à des politiques publiques.

À noter que ces trois postures (faire avec – faire sans – faire contre) sont adoptées le plus souvent de manière inconsciente par les gens qui s'engagent dans des dynamiques de changement ou de transition. La mondialisation contemporaine complexifie terriblement l'exercice du pouvoir politique et l'État peut s'avérer être à la fois un allié et un obstacle. Dès lors, certaines organisations de la société civile pourront basculer d'une

posture à l'autre dans le temps en fonction d'enjeux spécifiques. En France, la Confédération Paysanne était un syndicat traditionnel dont les activités se concentraient sur le plaidoyer politique avant de se faire connaître pour ses actions de désobéissance civile. On remarque donc une diversité de stratégies dans le temps selon le contexte mais aussi une diversité de stratégies de manière concomitante. À titre d'exemple, un collectif peut recevoir des subsides publics (l'État est un allié) alors que son activité consistera à organiser des actions de désobéissance civile (l'État est un adversaire).

Sans la sacraliser, on peut en tout cas constater que la troisième voie est de plus en plus empruntée par toute une série de groupes divers qui inventent des alternatives sans les pouvoirs publics et revendiquent la construction d'alternatives dans tous les domaines de la vie : logement, alimentation, économie, énergie...

LA RADICALITÉ, MOTEUR D'EFFICACITÉ POLITIQUE ?

L'une de ces trois postures est-elle plus radicale que les autres ? Est-ce que, parce qu'on essaie de se passer de l'État, on est forcément plus radical ? Est-il possible aujourd'hui d'être affilié à un parti politique – même dit "d'extrême gauche" tout en restant radical si on considère que l'État n'est plus le lieu de changement et de transformation radicale de la société ?

La désobéissance civile, par exemple, est de plus en plus énoncée par certains mouvements sociaux comme le moyen

d'agir légitimement face à des États de plus en plus illégitimes. Elle continue cependant à effrayer toute une partie de la société civile qui voit d'un mauvais œil ce qu'elle considère parfois comme une "radicalisation" de l'action citoyenne qui risquerait de mettre en péril sa légitimité d'organisation de la société civile face à l'État. Or, qui dit désobéir à l'État ne dit pas spécialement ne pas reconnaître ce dernier. Au contraire, la désobéissance civile s'adresse à l'État pour lui signifier que ses lois ou ses pratiques sont injustes et qu'il doit les modifier. Il faut donc se méfier du risque d'étiqueter trop rapidement ce qui est radical et ce qui ne l'est pas, surtout que cette catégorisation risque au final de diviser, profiter à l'État et ses alliés puisque la posture politique radicale n'est pas expliquée, comprise par la majorité et, par conséquent, le discours dominant a tendance à la marginaliser.

J'ai eu l'occasion ces dix dernières années de parcourir différents groupes militants, des collectifs affinitaires ou des organisations qui se considèrent comme "radicaux". Dans chacun de ces groupes, on affirme plus ou moins que c'est par manque de radicalité d'un plus grand nombre de groupes engagés qu'il n'y a pas de réelle transformation vers une société égalitaire, respectueuse des humains et de la planète. Je partage ce constat mais je questionne aussi la notion de temporalité face aux urgences multiples. Est-ce que chercher à travailler ensemble à établir des rapports de force, en cherchant à rassembler les stratégies plutôt qu'à les opposer est une perte de temps ? Est-ce qu'il vaut mieux

agir à moins nombreux mais rechercher une certaine forme de pureté politique ? N'est-il pas urgent de gagner collectivement en rapport de force face aux dangers qui menacent la vie ?

Ce qui fait qu'une force est radicale n'est-il pas au final sa capacité à peser réellement sur une transformation profonde des situations en assumant à la fois la diversité, mais aussi une remise en question des méthodes d'organisation entre les groupes et mouvements ainsi qu'à l'intérieur de ceux-ci ? Nous ne pouvons exiger ou vouloir mettre en place des changements "radicaux" de société pour un monde meilleur, sans essayer d'appliquer à nous-mêmes et dans nos groupes ces mêmes principes et valeurs, et ce pour gagner en cohérence et donc en radicalité.

DES RADICALITÉS MULTIPLES

À quoi bon débattre ou opposer ce qui est radical de ce qui ne l'est pas ? Est-il plus radical de produire son alimentation collectivement en squattant une ferme à la campagne, ou de mettre en place une occupation de logement avec des personnes exclues du système dominant à la ville ? À l'instar du monde diversifié que nous désirons et mettons en place, ne nous faut-il pas assumer aussi que des radicalités diverses s'expriment ? Du local au global, de l'action directe en petit groupe à la désobéissance civile de masse, il nous faut par contre prendre conscience que c'est ici et maintenant que nous construisons de nouveaux mondes. Être radical, ce n'est pas espé-

rer des lendemains meilleurs, mais c'est créer, vivre et lutter dans des situations radicalement différentes de la réalité actuelle parce qu'inscrites dans une volonté concrète de changement systématique.

¹ Définition proposée par la rédaction lors de l'invitation à prendre part au dossier.

² Source : Quinoa asbl

A 3D rendering of a broken silver chain against a black background with white particles. The chain is composed of several interlocking links, some of which are broken or separated, creating a sense of tension and struggle. The background is filled with numerous small, white, irregularly shaped particles, resembling dust or debris, scattered across the scene. The lighting is dramatic, highlighting the metallic texture of the chain links.

Par Citizen X (et l'équipe du Social Psychonautic Club)

TRANCHEZ LES LIENS A LA RACINE !

Depuis toujours les Êtres Humains sont aux prises avec des forces profondes et obscures, des forces pulsionnelles, individuelles et collectives. Et depuis toujours, ils tentent de les dompter, de les apprivoiser, d'échapper à leur emprise. S'ils ne peuvent pas les soumettre, car ce sont les forces de l'existence elle-même, du moins ils essayent de les apaiser et de négocier avec elles. Ces sombres puissances habitent la nuit des temps, elles sont tapies au fond de nos neurones comme d'impérieux programmes. Car le monde est en nous comme nous sommes dans le monde. Ces forces, ces pulsions, ces puissances sont en nous, les Êtres Humains, ce sont nos forces. C'est sur ces forces que nous conquérons notre humanité et c'est dans cette confrontation que nous risquons aussi de la perdre.

Nous négocions des marges de manœuvre, nous essayons d'étendre les territoires de notre liberté. Ce combat est toujours inachevé, il nécessite des rites et des stratégies, des magies et des sacrifices. Les différentes cultures des peuples ont élaboré des protocoles complexes et divers afin d'interagir avec les puissances spécifiques auxquelles elles étaient confrontées et produire ainsi les différents mondes culturels humains, tels des clairières dans la jungle, des oasis dans les déserts, des archipels sur l'océan du chaos.

Ainsi en est-il du Tigre, par exemple, que certaines cultures connaissent bien.

Ce prédateur splendide n'est pas seulement une espèce de fauve en voie de disparition.

Le Tigre est aussi une entité psychique qui se nourrit de l'âme des proies qu'elle dévore. Non sans avoir quelquefois longuement et cruellement joué avec elles. Lorsqu'il a dévoré leur âme, le Tigre possède ses victimes de l'intérieur, elles ont cessé d'être humaines, qu'elles s'en rendent compte ou non. Possédées par le Tigre, elles se livrent alors à des sévices et des excès de cruauté, car les cris et les sanglots des suppliciés enivrent le Tigre et leurs souffrances lui procurent une orgueilleuse jouissance. Le Tigre hante les marges, les confins et les périphéries des mondes humains, ce sont ses territoires de chasse. Lorsqu'il est provisoirement rassasié, il s'éloigne des lisières et se retire dans les jungles ténébreuses de l'inter-monde, que peu d'Humains ont explorées.

Mais lorsque les rites ne sont plus accomplis, lorsque les temples sont abandonnés, lorsque les feux, sur les collines et dans les clairières, ne sont plus entretenus, alors le Tigre s'avance jusqu'au cœur de la cité, il s'installe dans les lieux de pouvoir et fait régner une épouvantable terreur. Ses tortionnaires et ses sbires cherchent à briser toute dignité, ils installent la peur dans les consciences grâce aux plus macabres mises en scène. Ils violent, humilient et bafouent systématiquement.

Bala Bala Dima, le serpent cosmique, désigné secrètement comme "le Tueur", est un autre exemple de ces forces qui, lorsqu'elles échappent au contrôle humain, peuvent enrouler leurs anneaux autour de nations entières et les étouffer progressivement dans une affreuse expérience de peur et d'impuissance. "Le Tueur" a échappé à la magie rituelle des confréries, à leurs rythmes et leurs chants. Il s'est alors répandu dans les différents mondes, provoquant des guerres et jetant les peuples sur les chemins de l'exil. Il s'est emparé de l'économie, de la finance, il a invoqué la démocratie et le développement, il a vendu des armes, provoqué des massacres et répandu des virus. Les mondes humains assistent dès lors dans l'effroi à leur propre destruction, destruction qu'ils ont provoquée par leur cynisme et leur courte vue égoïste, par leur avidité et leur futilité narcissique, par leur négligence des rites essentiels qui les préservaient.

Certains disent que le sommeil de la raison engendre des monstres. Pour l'Esprit Libre cependant, la rationalité et toutes ses formes technologiques dérivées, ne

sont que des outils, les moyens d'une fin qui n'est pas nécessairement heureuse. Les démons eux aussi s'emparent de la rationalité logique, facilement d'ailleurs, et ils perfectionnent grâce à elle leurs dispositifs de domination et de destruction. Ils en ont les moyens. Tant d'esclaves travaillent déjà pour eux, tels ces ingénieurs américains qui ont mis au point les poupées explosives qui envoyaient des milliers de billes d'acier dans le corps des enfants vietnamiens. Tels ces publicitaires qui travaillent par leur propagande ambiante à maintenir l'énergie au niveau du sexe, sous prétexte de libération, afin qu'elle ne parviennent pas jusqu'au cœur. Les démons utilisent sans relâche de tels outils, afin d'exercer leur domination, afin d'humilier et de détruire les cultures et l'humanité même des Êtres Humains.

Tranchez les liens à la racine ! Déracinez les barbelés qui entravent l'esprit !

Délivrez la conscience des appareils de gestion et des dispositifs de contrôle dans lesquels elle s'empêtre, délivrez-la des futurs mensonges, des angoisses et des désirs programmés, des scénarios fabriqués d'une histoire qui n'est plus la vôtre, d'une histoire officielle où vous n'êtes que des figurants, des données statistiques traitées par algorithmes à fins d'exploitation et d'élimination.

Refusez de jouer le jeu, n'essayez plus de vous adapter au système car en vérité c'est un piège affreux. C'est le technopiege des possibilités aliénantes, des libertés surveillées, des voyages organisés vers l'insignifiance des sous-vies virtuelles. C'est le piège zombi des faux

dilemmes, des savoirs inutiles et des questions mal posées. Dans ces pseudo-réalités ne se développe que la résignation des consciences aliénées, l'humiliation et la dégradation de l'esprit.

Tu n'utilises pas le techno-système car c'est lui, en fait, qui petit à petit plante ses liens dans ton système nerveux et qui formate ton imaginaire. C'est lui qui rétrécit ton esprit et s'empare des dimensions de ta conscience, toujours plus profondément. Il te rend dépendant, soumis, "réaliste" et résigné. Fort minable en somme. Alors on danse... et c'est super triste, n'est-ce pas ? C'est super triste ce diagnostic de la conscience navrée, cette ultime lucidité, ce dernier vestige de l'intelligence avant robotisation complète. Qu'importe il s'agit pour la plupart de rentabiliser, cyniquement, de se sentir malins, avisés, d'être des "gagnants". La peur les possède d'être des "perdants". Il importe à la conscience aliénée de faire de bonnes affaires, de profiter des opportunités, en travaillant avec l'ennemi pourquoi pas, en collaborant avec les forces d'occupation, en s'adaptant avec "positivité" à l'ordre établi du monde et des rapports de force.

Mais pour l'Esprit Libre au contraire, il importe de se débrancher, d'échapper à cette réalité imposée, à ses entreprises et à ses séductions, à son pragmatisme à courte vue, à son besoin pathologique de sécurité, de reproduction à l'infini de l'inepte. Il est même urgent de stopper la fuite en avant de cette "réalité" qui va les pieds devant tout droit dans le néant. Economique ou technologique, pédagogique ou érotique, doctrinaire ou publicitaire, c'est toujours le mensonge, la négation du

possible vivant, la reproduction aveugle des mêmes fatalités.

La radicalité critique est une lame à double tranchant. Ni ceci, ni cela, elle frappe dans l'erreur à droite et à gauche, elle taille des brèches dans l'illusion, elle sabre les réalités virtuelles à mesure qu'elles apparaissent et tentent d'emprisonner la conscience. Elle ouvre ainsi un chemin vers l'ouvert, le vaste, l'illimité. La radicalité critique est un art martial, à travers les "réalités", elle reconduit au Réel, à l'espace libre du possible. Derrière les écrans de la réalité officielle coule en effet une autre rivière, une autre histoire derrière les murs, clandestine désormais, chuchotée dans l'obscurité des prisons. C'est l'histoire des Êtres Humains, l'histoire des peuples de la Terre. Une très ancienne histoire, de résistance et de fierté, de courage et de générosité. Une chanson presque oubliée qui évoque la loyauté, les sacrifices et les émerveillements. Elle raconte comment, aux confins des empires, dans les jungles périphériques, nous avons autrefois apprivoisé le Tigre, envouté le Serpent et délivré de la peur nos galaxies de neurones.

Elle raconte comment nous sommes retournés à la source de nos chants, comment nous avons vaincu les démons et atteint les racines du ciel. Elle nous rappelle comment nous sommes entrés en contact avec l'Univers Vivant. Nous sommes la résistance. Nous sommes les tribus oubliées, dissidentes, qui n'ont jamais renoncé, jamais capitulé. C'est nous qui avons allumé des feux dans la nuit pour annoncer le retour des tribus. Ce sont nos caravanes qui ont traversé les immensités désertiques du temps. Et

c'est sur nos carrefours que l'Universel fut rêvé originellement. Nous sommes une autre façon de penser, de rêver, d'être au monde. L'Esprit Libre à chaque instant abolit le passé, il surfe au sommet de la vague d'exister. Nous avançons dans son sillage et nous suivons son étoile.

Hommage à ceux qui sont tombés pour garder libre la Voie.

Ask ile¹.

¹NDLR : "Tout amour" en Turc

Par Paola HIDALGO
Bruxelles Laïque Échos

RADICALISER L'AVORTEMENT ICI ET AILLEURS



Début 2016, quatre pays latino-américains interdisent encore l'avortement en toute circonstance. Que la grossesse constitue un danger de mort, que celle-ci soit le fruit d'un viol, que le fœtus ne soit pas viable, peu importe : il y est interdit d'avorter. Les femmes et les filles qui ont la malchance d'être nées au Nicaragua, en Honduras, à El Salvador et au Chili à la fin du XX^e et au début du XXI^e siècles devraient sacrifier leur vie et leur santé pour *protéger la vie depuis la conception* car c'est ce qui est décrété dans les Constitutions de ces pays.

LUEUR D'ESPOIR

Début 2015, un projet de loi dépénalisant partiellement l'avortement a été déposé par la Présidente chilienne Michèle Bachelet. Limité à des cas de danger pour la vie de la femme, de malformation du fœtus et de viol, il a été qualifié "d'injuste, arbitraire et immoral" par les autorités ecclésiastiques dans une tentative de barrer l'avancement du projet, mais les Chiliennes peuvent désormais se reposer sur l'évolution progressiste des mentalités : dans ce pays, où plus de 70% de la population se déclare catholique, 75% de l'opinion publique se montre favorable à l'avortement dans ces circonstances. L'Église ne joue plus un rôle prépondérant en la matière.

Cette tendance de l'opinion publique à se distancier des positionnements de l'Église dans le domaine de l'éthique semble se confirmer dans les enquêtes d'opinions effectuées dans d'autres pays latino-américains. Ce qui contraste avec la réalité juridique : le seul pays où l'IVG est totalement dépénalisée est l'Uruguay. Ainsi, l'évolution de la législation chilienne montre un mouvement de la société vers une consolidation de la démocratie : en mars 2016, le projet de dépénalisation de l'avortement, dans les trois cas cités plus haut, a été approuvé par la Chambre des députés et poursuit son chemin actuellement au sénat.

REFUS DE L'AVORTEMENT ET DÉFICIT DÉMOCRATIQUE

Cette avancée actuelle au Chili ne semble malheureusement pas avoir une portée continentale.

En 2013, un projet de réforme du code pénal équatorien ouvrit une brèche dont les féministes se saisirent pour élargir l'accès à l'IVG dans tous les cas de viol et non seulement lorsqu'il aurait été perpétré sur les femmes et filles simples d'esprit et démentes¹. Les débats à l'Assemblée semblaient pencher pour cette motion. S'agissant de la première fois dans l'histoire du pays que l'avortement entrerait en débat dans l'Assemblée nationale, il était réconfortant d'observer que les délibérations semblaient pencher pour l'élargissement de son accès. Un pas minimaliste, mais dans la bonne direction, un compromis chèrement acquis par les mouvements féministes de fronts divers qui, depuis les années 1980, avaient identifié dans la légalisation de l'avortement un front de convergence de leurs luttes.

Malheureusement, cette ouverture n'a pas pu aboutir : ayant eu écho de la motion introduite par l'une de ses coreligionnaires et de la tournure des échanges à l'Assemblée, le Président réagit immédiatement : si les membres de leur parti persistaient sur cette voie "déloyale", la punition serait exemplaire : il démissionnerait. Serait-ce un rappel de son passage en tant qu'étudiant à l'Université Catholique de Louvain, quelques années à peine après l'incapacité à régner de Baudouin ?

En guise de corollaire, les élu-e-s à l'Assemblée ayant porté ou ayant exprimé le soutien à la motion dépénalisant l'IVG en cas de viol ont eu droit à une punition expéditive et exemplaire : la suspension de leur mandat doublée de l'interdiction de s'exprimer publiquement pendant un mois,

tandis que leurs collègues de sexe masculin échappèrent à cette double peine.

Probablement renforcé par la stupeur et la peur provoquées par ce rappel à l'ordre, le président Correa poursuivit dans son élan de lutte contre des droits sexuels et reproductifs : le remaniement du programme national de prévention des grossesses adolescentes (Enipla) s'en est suivi en 2014 avec une catholique proche de l'Opus Dei à sa tête. Rebaptisé "Plan national de protection de la famille", ce programme phare en matière de droits sexuels et reproductifs s'est vu arrêté du jour au lendemain, nous démontrant, une fois de plus, que lorsque l'on s'attaque à l'avortement, il devient plus facile de détricotter d'autres droits, comme l'accès à la contraception, à l'éducation sexuelle et à l'information sur la santé.

N'EN DÉPLAISE À LA PRÉSIDENTE : LES FEMMES AVORTENT !

Entre 2004 et 2012 le paysage argentin des droits sexuels et reproductifs (DSR) a été bouleversé : la gratuité des moyens contraceptifs et de la stérilisation chirurgicale, l'éducation sexuelle obligatoire, le mariage pour tous, et la reconnaissance de l'identité de genre telle que définie par la personne sans faire appel à l'expertise médicale ou psychologique sont reconnus et garantis par l'État. Des avancées certaines... mais l'accès à l'avortement continue d'être limité aux cas où la grossesse représente un danger grave pour la santé de la mère, ou s'il est le fruit d'un viol commis sur une femme ou fille simple d'esprit ou démente.

Depuis les années 1990, plusieurs cas prévus dans la loi furent portés au-devant de la scène par les voies judiciaires et par les médias, car le recours à l'avortement s'y avérait impossible dans les faits à cause de recours judiciaires et de l'objection de conscience des médecins ainsi que par manque d'information et de conseil reçu par les demandeuses. En réponse, la Cour suprême argentine a eu le courage d'élargir l'accès à l'avortement non punissable par un jugement selon lequel *toute femme enceinte du fait d'un viol* avait droit à une interruption volontaire de grossesse sans avoir besoin d'une intervention judiciaire².

Ce jugement a rendu possible la prise en charge des avortements non punissables dans les hôpitaux et les centres de santé publique, malgré l'opposition de la Présidente de l'époque, Cristina Kirchner, qui invoque "des motifs personnels" pour s'opposer à l'IVG (perte d'un fœtus à six mois de grossesse et le fait d'avoir été fille d'une mère célibataire).

Même si les cas couverts par la loi en Argentine sont limités (femmes ayant été victimes d'un viol), le jugement de la Cour suprême de ce pays permet de diffuser, dans le système de santé publique, un protocole de prise en charge des avortements dans les cas prévus par la loi. C'est un pas en avant certes très timide, mais qui donne la possibilité aux professionnels de la santé d'agir selon des normes officielles, lorsqu'ils sont confrontés à un avortement.

Cette normalisation de la prise en charge des avortements en milieu hospitalier ou dans des centres de santé vient en com-

plément d'initiatives féministes d'action directe qui, depuis 2009, proposent des informations sur l'usage du Misoprostol pour provoquer un avortement. Le Misoprostol est un médicament que l'OMS qualifie d'essentiel pour la prise en charge des urgences obstétricales et qui est recommandé pour provoquer un avortement dans des conditions sûres jusqu'à la douzième semaine de grossesse. Ces initiatives féministes proposent de l'information gratuite sur l'avortement avec des médicaments, afin de diminuer les risques encourus par les femmes qui, malgré l'interdiction, continuent à y avoir recours. À travers un guide téléchargeable gratuitement, des permanences téléphoniques et les réseaux sociaux, elles poursuivent un triple objectif : *désacraliser la médicalisation, diminuer le coût économique* et avancer plus facilement vers la *dépénalisation*.

Ces actions directes, revendiquées en tant qu'actes de désobéissance civile, se multiplient dans tous les pays de la région et des lignes téléphoniques qui offrent des instructions sur l'avortement avec des médicaments fonctionnent, avec le soutien de l'ONG Women on Waves et de la Fédération latino-américaine de gynécologues-obstétriciens, dans plusieurs pays comme l'Argentine, le Chili, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela.

QUELLES LEÇONS POUR L'ACTIVISME EN EUROPE ?

À l'heure où l'accès à l'IVG est possible pour la plupart des Européennes et que les revendications en Belgique visent à aller plus loin (sortie du Code pénal), les actions menées en Amérique latine peuvent nous

donner l'impression qu'"heureusement, nous n'en sommes pas là". Néanmoins, un projet de loi interdisant totalement l'avortement en Pologne se discute actuellement et des projets de loi visant à donner une personnalité juridique au fœtus sont débattus en Belgique. Il y a quelques années, c'est précisément vers la Pologne que des femmes belges se dirigeaient pour avoir accès à des IVG sûres avant la loi belge de dépénalisation partielle³.

LE VENT SEMBLE TOURNER ET PAS DANS LA BONNE DIRECTION

Faut-il renforcer la notion de droit à l'IVG ? Descendre dans la rue à chaque fois qu'un pays européen restreint son accès ? Lancer des pétitions pour barrer les projets de loi prétendant la reconnaissance juridique du fœtus ? Est-ce que cela suffit ?

Le recul de la liberté à disposer de son corps opère comme un indicateur de la santé des Droits Humains. À l'heure où la démocratie semble traverser une crise sans précédents en Europe, il n'est pas étonnant que la visibilité soudaine des pans les plus conservateurs de la société se manifeste de manière ostensible.

Que disent les voix des féministes latino-américaines ? Peuvent-elles inspirer et insuffler une radicalité plus que jamais nécessaire aux actions du continent européen ? Est-ce possible d'aller plus loin ? Déculpabiliser l'avortement et dénoncer l'injonction à le garder dans la honte et le silence ? Comment faire ?

"Nous continuons et continuerons à interrompre les grossesses non-désirées parce

qu'il s'agit là d'une prérogative en tant que détentrices de nous-mêmes, de nos capacités de gestion de la vie. Nous résistons à l'exercice des maternités sacrificielles et douloureuses car c'est là où se jouent la dignité et le bonheur humains [...] La misogynie d'état n'est pas que simple rhétorique, c'est une mort politique et charnelle ; un exercice de disqualification ; une punition pour le simple fait d'être nées femmes. La maternité obligatoire est oppression et violence politiques."⁴

Cette radicalité dépasse les mots, la rhétorique et la confrontation politicienne-partidiste pour privilégier l'action et le renforcement des capacités : les femmes savent avorter. Elles peuvent (re)apprendre à le faire dans des conditions sûres, en dehors de la tutelle de l'État, de l'Église et d'une pratique patriarcale de la médecine. Le succès des groupes d'entraide féministes le démontre : *“Ces lignes téléphoniques ont un impact positif sur l'accès à un avortement sûr pour les femmes qu'elles aident. Assurer ces services exige des connaissances et des compétences en information, mais peu d'infrastructures. Les lignes ont le potentiel de réduire la menace que l'avortement à risque fait peser sur la santé et la vie des femmes, et devraient être promues dans le cadre de la politique de santé publique, non seulement en Amérique latine, mais aussi dans d'autres pays. De plus, elles favorisent l'autonomie des femmes et leur droit à décider de continuer ou d'interrompre une grossesse.”*⁵

Les avortements faits par les femmes elles-mêmes étaient dangereux dans un contexte de clandestinité. Actuellement,

des IVG médicamenteuses accompagnées par des professionnel.le.s de la santé se pratiquent dans certaines conditions. Renforcer et étendre cette pratique, la coupler à un soutien solidaire entre femmes non nécessairement professionnelles serait envisageable au XXI^e siècle en Europe ? Gardons l'esprit ouvert à toute pratique permettant aux femmes d'aller plus loin dans l'exercice de la gestion de la vie. Pour sortir, définitivement, leurs rosaires de nos ovaires.

¹ Voir également *Bruxelles Laïque Échos* n° 84, Burneo Cristina, “États de siège”, p.54

² Karina Felitti, “L'avortement en Argentine : politique, religion et droits humains”, *Autrepart*, 2014/2 N° 70, p. 73-90.

³ Documentaire “Le corps du délit - 20 ans du droit à l'avortement en Belgique” www.youtube.com/watch?v=kZBa1Wz9soo

⁴ Coba Lisset, “¡La revolución está en nuestros cuerpos!, las luchas por la concepción de la vida durante la Revolución Ciudadana”, www.rosalux.org.ec/es/analisis-ecuador-feminismos/item/270-debateabortolissetcoba.html, 2013, p. p.18. Traduction personnelle.

⁵ Drovetta Raquel Irene, “ Safe abortion information hotlines : An effective strategy for increasing women's access to safe abortions in Latin America ”, *Reproductive Health Matters* ; n°23(45), p.57

Par Manoë JACQUET

Plateforme pour promouvoir la santé des femmes

REPLACER LA SANTÉ ET LE CARE AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ : UN ENJEU RADICAL

La Plateforme pour Promouvoir la Santé des Femmes (PPSF) est une plateforme composée d'associations bruxelloises et wallonnes – dont Bruxelles Laïque – qui défendent une approche féministe globale de la santé, notamment via l'intégration systématique du Genre comme déterminant social de santé.

Au fur et à mesure de nos travaux, il apparaît également incontournable qu'une réflexion pointue autour du Care, aussi appelé "Soin aux autres" ou "Sollicitude", soit menée parmi les sphères politique et universitaire. Le Care constitue, en effet, un bien commun de notre société, qui se doit d'être revalorisé et redistribué entre toutes les couches de la société, mais également et surtout entre les sexes.

UNE APPROCHE FÉMINISTE GLOBALE DE LA SANTÉ

La Plateforme pour Promouvoir la Santé des Femmes (PPSF) réunit des professionnelles et non professionnelles issues d'associations bruxelloises et wallonnes autour d'un projet d'échanges, de réflexions et de plaidoyer politique en lien avec la santé des femmes. Depuis sa création en 2008, elle défend une approche féministe globale de la santé, dont les lignes directrices sont de :

- Réfléchir l'être humain comme un tout (en incluant la santé physique et mentale) ;
- Penser la santé en termes de déterminants sociaux de santé, notamment en prenant en considération la spécificité du Genre ;
- Déconstruire les discours dominants de tout bord (médical, religieux, politique) par rapport à la santé des femmes et notamment ceux qui encouragent une surmédicalisation du corps des femmes ;
- Renforcer l'autonomie et l'*empowerment* des femmes et des collectivités par rapport à leur santé, par le renforcement des savoirs et de l'esprit critique face aux discours dominants.

Selon nous, cette approche est porteuse d'un message politique et sociétal fort, tant elle est synonyme d'un renversement des pratiques de promotion et de prise en charge de la santé des femmes.

- Tout d'abord et surtout, elle déconstruit les discours sociétaux qui tendent à "pathologiser" les cycles de vie

des femmes : par exemple, pourquoi semble-t-il nécessaire de réguler les menstruations des jeunes filles avec des pilules contraceptives ? Une nécessité de se conformer à des normes linéaires ou la promesse d'un vrai confort de vie ?

- Ensuite, elle redonne du crédit aux vécus spécifiques de chaque femme par rapport à sa santé et à la nécessité d'insuffler davantage d'horizontalité dans les rapports soignant-e-s/soigné-e-s. Par-là, elle encourage la transmission des savoirs entre pairs et le renforcement des dynamiques collectives autour de la santé.
- Enfin, elle pointe la marchandisation croissante de la santé et interroge les choix politiques en matière de médecine préventive : l'*evidence-based medicine* ne serait-elle pas mise en tension avec des enjeux pharmaceutiques ou budgétaires d'un autre ordre, influençant de facto certaines campagnes de vaccination ou de dépistage ?

Dans le cadre d'une vraie approche de promotion de la santé, le-la soignant-e ou la personne référente d'une collectivité est donc porteur-euse d'émancipation. Il-elle prend le temps d'échanger avec les femmes au sujet de leur corps et de leurs vécus, ainsi qu'à propos des différentes manières de prendre en main leur santé. Il-elle accompagne et n'impose pas de choix. Il-elle est également à l'écoute du contexte individuel de la personne et de ses capacités réelles à pouvoir assumer tel ou tel choix à ce moment-là de sa vie : quel est son contexte de vie ? Quels

leviers et freins existent-ils chez cette personne à pouvoir s'occuper d'elle (difficulté financière, famille nombreuse, partenaire violent, etc.) ?

Soulignons que notre plateforme n'est pas contre la médicalisation ou les avancées technologiques, mais contre les abus de celles-ci. Nous défendons surtout une approche horizontale, émancipatrice et participative pour aborder la santé, le corps et les soins qui en découlent.

LE GENRE COMME DÉTERMINANT SOCIAL DE SANTÉ

Pour parvenir à cette fin, il nous semble incontournable d'intégrer systématiquement et durablement le *Genre* dans la liste des déterminants sociaux de santé. Cette analyse des rapports de *Genre* permet de rendre compte des spécificités du genre féminin par rapport au genre masculin en termes de santé. En effet, les logiques patriarcales qui assignent des rôles spécifiques aux femmes et aux hommes sont sources d'inégalités à de nombreux niveaux et ont de lourdes conséquences sur la santé physique et mentale des femmes.

Les femmes sont, par exemple, la cible de nombreuses injonctions par rapport à l'esthétique de leur corps qui les poussent à s'intéresser à la nourriture saine, mais aussi à mettre en œuvre des régimes pas toujours idéaux pour leur santé. Les futures mères sont également mises sous pression par rapport à la prise de poids (ni trop, ni trop peu) ou encore surveil-

lées quant à leur consommation d'alcool ou de tabac. Qu'elles soient médiatique, sociétale, médicale ou encore familiale, les pressions que subissent les femmes sont bien souvent une forme de contrôle sur leur corps et leurs comportements, plutôt qu'une approche qui met leur bien-être et leur santé au centre des préoccupations. Trop peu de fois le contexte de vie dans lequel elles évoluent est pris en compte au moment de décortiquer un problème de santé.

Si chaque contexte de vie est spécifique, l'organisation sociétale patriarcale a ceci de transversal qu'elle a traditionnellement assigné les femmes au rôle reproductif et comme garantes du Care : elles donnaient naissance aux enfants, s'occupaient de leur éducation, des soins de la famille et du lieu de vie. Actuellement, malgré le fait que les femmes aient largement intégré le monde professionnel, de nombreux mécanismes individuels, collectifs et sociétaux maintiennent les femmes dans ce rôle reproductif et de soin. Les femmes sont surreprésentées dans les métiers de soin et d'attention à l'autre. Elles sont les premières à diminuer leur temps de travail pour s'occuper de leur entourage. Très souvent, elles vivent une double voire une triple journée : elles occupent un emploi et après celui-ci, sont responsables de l'organisation du ménage et de l'éducation des enfants. La grande majorité des aidants proches est en réalité des femmes qui offrent aide et soutien à une personne ayant un handicap, une maladie ou tout simplement avançant en âge. L'ensemble de ces tâches et responsabilités représente beaucoup de pression et une surcharge de travail, souvent consi-

dérées comme naturelles et allant de soi.

Parmi les publics qui côtoient les associations membres de la PPSF, les femmes témoignent très souvent de l'épuisement physique ou moral lié à cette surcharge de travail domestique et de soins prodigués à leur entourage. Celui-ci les empêche de prendre soin d'elles et de leur santé de manière adéquate. On observe par ailleurs des facteurs spécifiques, potentiellement sources d'épuisement, comme certaines étapes de vie (la maternité, la grand-parentalité), le statut social (être cheffe d'une famille monoparentale), l'absence de soutien social ou moral (notamment pour les femmes migrantes) ou encore des circonstances de vie difficiles (comme l'apparition d'une maladie chez soi ou chez un-e proche).

Pour une meilleure compréhension et intégration du concept de Genre dans vos pratiques, la PPSF en collaboration avec Femmes et Santé, Le Monde selon les femmes, Cultures et Santé et la Plateforme Santé Solidarité proposent une formation "Genre et Santé" à destination des professionnel-le-s et non-professionnel-le-s concernés par la santé des femmes. N'hésitez pas à nous contacter si celle-ci vous intéresse.

L'ETHIQUE DU CARE, UN CHANGEMENT RADICAL DE SOCIÉTÉ ?

La place du Care dans la vie des femmes et son impact sur leur santé ont conduit la PPSF à revaloriser et réinterroger une théorie féministe développée dans les années '80 par Carole Gilligan : l'Éthique

du Care. Selon elle, les femmes, de par leur assignation ancestrale au Care, auraient développé des logiques de pensée distinctes des hommes. Elles auraient une manière de raisonner et d'agir en termes de connexion à l'autre et en termes de soins envers ceux et celles qui les entourent : leurs choix seraient réalisés en fonction des impacts que les actes posés engendreraient sur les autres. Les hommes penseraient et opéreraient davantage sur base de grands principes de justice comme l'égalité, le droit à la vie, etc.

Comme certain-e-s s'en doutent, cette conception fut largement contestée et qualifiée d'essentialiste, renforçant a priori les stéréotypes selon lesquels les femmes et les hommes penseraient différemment. Les détracteurs-rices n'auraient pas perçu que l'Éthique du Care dépasse pourtant la simple moralité féminine (entendue ici comme un ensemble de règles d'action et de valeurs qui guident et s'imposent comme normes aux femmes). Cette conception du Care est une véritable éthique de vie, une manière d'envisager le monde, un projet de société conscient des enjeux politiques et économiques sous-jacents.

Dans un article intitulé "Towards a feminist theory of caring", Joan Tronto et Bénénice Fisher (1990) expliquent ainsi : "Au niveau le plus général, nous suggérons que le Care soit considéré comme une activité générique qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre "monde", de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos

corps, nous-mêmes et notre environnement, tous éléments que nous cherchons à relier en un réseau complexe, en soutien à la vie.” Entendu de cette manière, le Care est donc une donnée essentielle au fonctionnement de la vie humaine, une variable sans laquelle le maintien du bien-être individuel, social, écologique voire économique serait inenvisageable.

L’Ethique du Care remet profondément en question les valeurs capitalistes actuelles qui promeuvent la construction d’individus indépendants, rationnels et en poursuite de réussites personnelles (plutôt que collectives). En effet, elle souligne la vulnérabilité que chacun-e peut expérimenter au cours de sa vie et, par corollaire, l’interdépendance des individus entre eux pour promouvoir et maintenir l’organisation sociale. Par ailleurs, en mettant en exergue l’impérative nécessité du Care et sa paradoxale dévalorisation, *l’Ethique du Care* démontre comment les systèmes de domination que sont le patriarcat, le capitalisme et le racisme confinent dans ces tâches les catégories sociales fragilisées que sont les femmes, les personnes d’origine étrangère et les personnes d’un niveau socioéconomique faible. Comprenons par là que les femmes ne sont donc pas impactées de la même manière selon leur statut social et leur origine ethnique de même que les hommes provenant de certaines catégories sociales.

Ce constat final nous confirme la nécessité de considérer le Care comme un bien commun, qui se doit d’être réparti entre toutes les couches de la société et surtout entre les sexes. Une société du Care nous semble

une condition *sine qua non* à une amélioration des conditions de vie des femmes et de leur santé physique et mentale.

Par ailleurs, et pour revenir au fil rouge de ce trimestriel, *l’Ethique du Care* s’apparente selon nous à une réelle analyse féministe radicale. Elle s’attaque aux causes profondes des dysfonctionnements sociétaux et aux trois systèmes de domination jusque dans l’intimité des ménages. Elle suppose un changement total des standards de référence et encourage l’innovation individuelle, collective et politique en matière de Soins aux autres. Et pourtant, porteuse d’un message reconnaissant et bienveillant envers ceux et celles qui prennent soin ainsi qu’envers ceux et celles qui sont plus vulnérables et en bénéficient, *l’Ethique du Care* se veut radicalement inclusive et annonciatrice d’une véritable société à visage humain.

Vous désirez approfondir ce sujet, découvrir ou partager avec nous des alternatives innovantes en matière de Soins aux autres ? Vous êtes curieux-se de découvrir les résultats de la recherche-action que nous avons menée autour de Care, Genre et Santé des femmes ? Vous vous interrogez sur la place des hommes dans ce paradigme ? Rendez-vous sur notre site : www.plateformefemmes.be

Par Cedric TOLLEY
Bruxelles Laïque Échoss

RADICALISATION DU CAPITALISME ?

En 1944, dans *La route de la servitude*, l'économiste et philosophe Friedrich Hayek (un des principaux inspirateurs du couple Reagan – Thatcher) invitait avec foi à se méfier des politiques économiques collectivistes et d'un trop grand interventionnisme de l'État. Son analyse des systèmes totalitaires lui faisait craindre que les vellétés socialistes de la fin de la guerre feraient, à terme, courir au Royaume-Uni le risque de sombrer dans le fascisme. Contre ce risque épouvantable,

il fait l'éloge du libéralisme économique, de l'individualisme et de la libre concurrence des marchés. Selon lui, et après lui selon Reagan et Thatcher, seules les normes libérales précitées auraient le don de garantir la liberté individuelle et la démocratie. Et bien le philosophe Hayek s'est trompé... Et préférant son idée à la triste réalité, il a finalement déclaré (à propos du dictateur fasciste chilien, Augusto Pinochet) : "Personnellement je préfère un dictateur libéral plutôt qu'un gouvernement démocratique manquant de libéralisme"¹. Hayek est mort en 1992 à l'âge de 92 ans. Dommage, la suite ne l'aurait pas déçu...



COMPRENDRE LE TOTALITARISME

Le totalitarisme est un mode de gestion politique qui se caractérise par une idéologie unique qui est présentée comme universelle, ne souffrant pas d'alternative possible et qui s'impose à tous et dans tous les domaines. En cela, le totalitarisme est une conception radicale de la gouvernance qui insinue son idéologie jusqu'aux racines des écosystèmes de la société. Ses logiques interprétatives sont véhiculées à tous les niveaux, notamment par le contrôle des médias, mais aussi par l'imposition d'une doctrine institutionnelle unique et via une forte emprise sur l'éducation. La contestation est réprimée non seulement au moyen de la propagande et de la diabolisation, mais aussi par un usage disproportionné de la force et de la violence physique et symbolique. Les opposants politiques sont punis et des parties de la population sont stigmatisées et mises au ban, considérées comme inutiles ou nuisibles. Enfin, le pouvoir totalitaire se caractérise par le fait qu'il n'est pas (ou qu'il a cessé d'être) l'émanation du peuple, en ce sens que le peuple n'est pas en mesure d'imposer un changement de régime ou une inflexion dans le cours de l'idéologie dominante.

Le totalitarisme nécessite qu'il existe des moyens de communication de masse, la possibilité de concentrer le pouvoir de décision, une bureaucratie institutionnelle permettant de contrôler l'effectivité de l'emprise du pouvoir et une force militarisée (armée ou police) en mesure d'exercer une contrainte sur le peuple. Il se différencie donc du régime féodal qui n'est pas techniquement en mesure d'assurer

tous ces aspects du contrôle de l'exercice du pouvoir sur la totalité du territoire qu'il administre.

Au sein du peuple, les propositions alternatives sont considérées, par les institutions d'un État totalitaire, comme des discordances anormales qu'il faut réprimer, mettre au pas ou au ban.

Bien que les manuels d'histoire nous renseignent sur l'établissement de régimes totalitaires en bornant leurs naissances et leurs disparitions par des dates et des événements, la mise en place d'un tel régime est le fruit d'une histoire qui s'inscrit dans le temps long de la naissance d'une idéologie, de la construction lente d'un rapport de forces et de la prise du pouvoir. Ainsi, par exemple, le troisième Reich se met en place en mars 1933, moins d'un mois après l'accession d'Adolf Hitler à la Chancellerie allemande, mais les partis, les mouvements, les groupuscules nationalistes, anti-sémites et aryosophes² sont légions dans l'Allemagne de l'après Première Guerre mondiale. L'établissement de l'État nazi est le fruit d'un processus historique qui s'enracine d'autant plus profondément dans la société allemande qu'il est très antérieur à mars 1933.

De même, les caractéristiques d'un système totalitaire ne naissent pas dans l'État du jour au lendemain. Elles sont le fruit d'une longue gestation. Quand leur réalité devient patente, c'est que l'idéologie et les rapports sociaux qui ont permis leur mise en place sont ancrés dans la société et dans les structures politiques et institutionnelles, sinon dans les esprits du peuple. Un peu comme lorsque des iris viennent à fleurir çà

et là dans le jardin, c'est que sous terre, un complexe de racines et de rhizomes s'est installé telle une infrastructure tentaculaire face à laquelle le jardinier est absolument dépassé. Seule une lutte radicale contre ce type d'espèce invasive peut permettre d'en venir à bout. Et quand le dernier rhizome est arraché à la terre, le jardin n'est plus qu'une terre désolée. A l'instar de toute expression radicale (de l'iris qui fleurit à l'attentat terroriste en passant par l'établissement d'un État totalitaire), il y a une longue période de latence que d'aucuns nommeront "processus de radicalisation".

CAPITALISME

Le capitalisme n'est ni une doctrine ni un système politique. C'est un système économique fondé sur la décision politique de faire exister la propriété privée des moyens de production (bâtiments, terres, outils, machines, matières premières) et sur l'accumulation d'un capital productif dont l'objectif est de réaliser des profits. Il est rendu possible par la relation qui lie la notion de capital à la notion de travail : le salariat. Une fraction de la population est détentrice des moyens de production, une autre est détentrice de la force de travail et elles sont liées par la relation salariale. Le système capitaliste naît dans l'Antiquité et coexiste alors avec d'autres modes de productions que sont, par exemple, l'esclavage, l'artisanat, le servage. Il demeure comme pratique marginale durant l'ère féodale et devient de plus en plus important à l'approche de la révolution industrielle. Cette révolution, qui s'accompagne d'un exode rural massif, signe l'avènement du capitalisme comme mode principal de production. Il se mondialise progressivement en intégrant d'abord

les secteurs de la transformation et de la distribution, ensuite celui de la production des matières premières et, enfin, le secteur des services. Avec l'apparition et la généralisation du capitalisme financiarisé et la consolidation explosive des entreprises multinationales dans tous les secteurs de l'économie, tous les domaines de la vie humaine sont progressivement colonisés par les logiques du marché.

À ce stade de l'évolution de l'économie de marché et après deux siècles d'hégémonie de ce système économique, il convient de faire quelques observations.

La première est que le capitalisme s'accommode de tous les régimes politiques contemporains. Il s'épanouit dans les régimes socialistes chinois, cubain, vénézuélien, dans les démocraties libérales, dans les démocraties sociales, dans les États théologiques (Arabie saoudite, Vatican...), dans les dictatures sanguinaires d'Afrique subsaharienne... bref, partout. Ceci suffit, mais il s'en était déjà aperçu, à contredire l'idée de Friedrich Hayek selon laquelle le libéralisme économique serait un rempart contre le totalitarisme.

La deuxième est que l'économie de marché fondée dans le modèle capitaliste a renversé l'implication humaine archaïque selon laquelle la demande conditionne l'offre. Même dans des registres aussi primaires que les soins de santé ou l'alimentation, c'est l'offre qui implique la demande. Une molécule permettant de traiter des fièvres dans des pays pauvres ne sera pas produite et distribuée, parce que cette production ne génère pas suffisamment de profits. De même, les infrastructures per-

mettant l'accès des administrations et des lieux publics aux personnes handicapées ne sont pas rentables, mais font l'objet d'une demande qui n'est pas rencontrée par l'offre. Par contre, une *startup* belge a inventé, produit et distribué de la crème glacée pour chiens dont une illustre société multinationale qui pèse 91 000 millions de francs suisses produit une version adaptée pour les chiens allergiques au lactose.

Il en va de la même façon, et c'est la troisième observation, lorsqu'il s'agit du "marché du travail". A Bruxelles, par exemple, il y a en moyenne cinquante demandeurs d'emploi répertoriés pour un poste vacant. Il y a de la demande, mais pas d'offre. Les demandeurs n'ont qu'à s'adapter... Car le néolibéralisme suppose un postulat qui n'est pas assez sexy pour passer à la télé : maintenir un taux de chômage élevé permettrait de freiner l'inflation et de garantir un meilleur taux de profit pour les détenteurs du capital. Ce postulat s'appelle "Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment" (NAIRU). Et cette notion est traduite en Belgique dans le texte des perspectives économiques du Bureau du plan par "réserve de main-d'œuvre et de chômage". Il y a donc bien une planification d'un taux de chômage sous lequel il ne faut surtout pas descendre ! Pas de panique, on a de la marge...

Quatrième observation, les allocataires sociaux, les travailleurs privés d'emploi, les travailleurs sans-papiers, les réfugiés, les sans-abris, les nomades sont pourchassés, stigmatisés, contrôlés, réprimés, suspectés d'inutilité et de fraude, voués aux gémonies et finalement exclus.

Cinquième observation (et on se limitera à ces cinq-là) : les personnes qui contestent la politique économique et sociale, qui manifestent, qui se mettent en grève, qui protestent de mille et une manières sont, aux mieux, ignorées, au pire, réprimées par la police, par les médias, par la justice et par le monde politique.

Et depuis le début des années 1980, on nous répète à l'envi ce slogan thatcherien : "*is no alternative !*" (Il n'y a pas d'alternative). Encore hier, le Ministre des Finances allemand à son homologue grec. Il n'y a pas d'alternative. À longueur de temps dans les médias, dans les écoles, dans les administrations, dans toutes les sphères de la vie dans notre société : c'est comme ça et pas autrement. Vraiment ? Qu'on vote à gauche, qu'on vote à droite, il n'y a pas d'alternative ?

Ideologie unique, pas d'alternative, contrôle des médias, doctrine institutionnelle, emprise sur l'éducation, répression de la contestation, mise à l'écart des inutiles et des nuisibles, pouvoir qui n'est plus l'émanation du peuple... Ne serions-nous pas face à un processus de radicalisation du capitalisme ?

¹ Entretien *El Mercurio*, Chili, 12 avril 1981

² NDLR : Aryosophie, doctrine de Jorg Lanz ayant influencé Hitler : le désir d'une théocratie aryenne prenant la forme d'une dictature de droit divin des Germains aux cheveux blonds et aux yeux bleus sur les races inférieures.

Par Mathieu BIETLOT

Bruxelles Laïque Échos



DES POLITIQUES TROP PEU RADICALES !

Tel un miroir ou une pièce à deux faces, la question du radicalisme peut se renverser. La radicalisation de certains musulmans, tout comme celle de certains activistes environnementalistes, anticapitalistes mais aussi, hélas, néonazis, ne serait-elle pas une manifestation symptomatique d'une société en crise profonde et, plus encore, de l'incapacité du système politique à y apporter des réponses à la hauteur des enjeux. Les responsables politiques prennent-ils la mesure de la radicalisation des problèmes auxquels nous faisons face en ce XXI^e siècle : croissance inouïe des inégalités et des tensions sociales, surpopulation mondiale, disparition progressive des emplois, épuisement des ressources énergétiques, menace d'effondrement de l'écosystème, nouvelles guerres des religions et croisades antioccidentales... L'ampleur des défis à relever ou des menaces qui pèsent sur le bien-être et l'avenir de la société est telle qu'on ne peut plus se contenter de réponses superficielles et à court terme. N'est-il pas temps d'envisager des réformes radicales et durables ?

De ce point de vue, les réponses proposées ces derniers temps par les gouvernements – quelles que soient les majorités au pouvoir – manquent d’ambition et de profondeur. Elles se réduisent le plus souvent à des “mesurettes” de surface et à des effets d’annonce où l’on feint de jouer les gros bras et de prendre à bras-le-corps les conséquences ou les victimes du problème sans vraiment toucher au fond et aux causes de ce qui inquiète. Certains analystes parlent d’une politique cosmétique ou spectaculaire qui séduit ou impressionne mais ne solutionne rien. Claude Semal chanterait : “on a sauvé la façade et bazaré le reste”.

Les politiques se révèlent ici prisonnières de l’air accéléré du temps dominé par l’instantanéisme et le sensationnalisme, voire par l’esprit du “sauve qui peut” ou du “après moi le déluge”. L’influence des médias n’est pas à négliger dans cette évolution. Tributaire de leurs relais et donc soumise à leur rythme et registre de communication, la politique devient toujours plus réactive, émotive, inquiète et expéditive. Ce qui donne naissance à des décisions de circonstance sans commune mesure avec l’envergure des enjeux. Paradoxalement, cette politique de l’immédiateté et du court terme s’allie à une impassible inertie sur le long terme. Les gouvernements et les ministres se succèdent à un rythme plutôt soutenu, s’affairent sans cesse et au final rien ne change...

DES EXEMPLES BIEN CONNUS DE NOS FIDÈLES

Nous illustrerons cette réflexion à tra-

vers quelques exemples puisés dans les thématiques régulièrement abordées par nos analyses. Ils seront ici brièvement évoqués alors qu’ils font l’objet d’arguments plus détaillés dans de précédentes publications de Bruxelles Laïque.

Depuis les années septante, tout le monde s’inquiète de la montée du chômage. Quelles que soient les politiques de l’emploi déployées, le phénomène n’a fait que s’accroître. Aujourd’hui, les réponses politiques principales consistent, d’une part, à contrôler, contraindre et sanctionner les chômeurs afin de les forcer à trouver un emploi ; d’autre part, à allonger la durée de la carrière jusqu’à 67 ans et de la semaine de peine jusqu’à 45 heures. Autrement dit, on oblige les chômeurs à trouver un emploi qui n’existe pas et les travailleurs à travailler plus. Certes ces deux types de mesures sont soutenues par un discours et des politiques d’incitation axés sur la relance de la croissance qui sera créatrice d’emplois. L’histoire montre pourtant une tendance inverse : plus se développent les technologies et l’automatisation, plus des machines se substituent au travail et ce, aujourd’hui, dans absolument tous les domaines d’activité. Aussi, la croissance économique ne s’atteint qu’au détriment de l’emploi : en remplaçant des employés par des ordinateurs, en délocalisant le travail ou en déplaçant les investissements de la sphère productive vers la bulle financière. Tant qu’elles ne tiendront pas compte de ces évolutions et ne proposeront pas une réorganisation radicale de la société apte à les intégrer, les politiques publiques ne dépasseront pas le fléau du chômage. Cette réorganisation devrait s’orienter vers un partage généra-

lisé du travail et des avantages générés par l’automatisation, ainsi que vers un système de cotisation sociale et de fiscalité qui tiennent compte de la dématérialisation de l’économie. Au lieu de précariser à outrance ceux qui n’ont pas d’emploi et de faire travailler davantage ceux qui en ont un, il serait plus logique et judicieux que tout le monde travaille moins et profite des bénéfices de la hausse de productivité.

Dans le même ordre d’idées, on s’étonnera de la pertinence et de l’efficacité des mesures prises afin de réduire le déficit budgétaire. En avril dernier, le gouvernement annonçait que le Projet individualisé d’intégration sociale (PIIS) serait désormais imposé à tous les bénéficiaires du revenu d’intégration sociale et qu’une centaine d’inspecteurs supplémentaires seraient recrutés afin de lutter contre la fraude sociale et récupérer de la sorte 50 millions d’euros. Quasiment le même jour, les *Panama Papers* révélaient au monde entier 214 000 sociétés-écrans permettant aux grandes fortunes – dont 732 belges – d’échapper à la fiscalité des États. On estime à environ 30 milliards d’euros l’argent qui échappe au fisc belge chaque année et, de ce côté-là de l’inspection, le gouvernement belge gèle les embauches depuis un petit temps. Y a-t-il une réelle volonté de redresser les finances publiques ou se contente-t-on d’un discours “austéritaire” appelant chacun à se serrer la ceinture mais ne contraignant en pratique que les plus faibles ?

Autre bel exemple d’une politique répressive qui joue les gros bras – en ne frappant que les plus petits – sans réduire ou éradiquer le mal qu’elle prétend combattre : le

désastre carcéral. Cela fait des décennies que tous les observateurs s'accordent pour déplorer l'ineptie et l'inefficacité du système pénitentiaire qui ne contribue nullement à réduire la violence dans la société, qui ne parvient pas à réhabiliter et réinsérer les détenus, qui encourage la récidive, qui ne sanctionne que certaines formes de délinquance, qui bafoue la dignité humaine... Plus on constate l'échec du système, plus on remplit les prisons, plus elles se délabrent, plus on déplore la surpopulation carcérale, plus les droits y sont piétinés, plus les conflits et la violence éclatent... Lorsqu'une sonnette d'alarme est enfin entendue, que décide-t-on ? De construire de nouvelles prisons, qu'on s'appliquera à remplir jusqu'à ce qu'on déplore à nouveau la surpopulation et la misère carcérales. Et cela sans corrélation aucune avec l'évolution de la délinquance. Une réponse durable à l'inhumanité et la déficience actuelle de la prison réside dans une politique pénitentiaire résolument réductionniste et, plus loin, dans une réforme radicale du code pénal et l'invention de modalités plus constructives de régulation des écarts à la loi.

Nous avons à maintes reprises pointé les mêmes écueils à propos des politiques de contrôle et de limitation de l'immigration dont l'agence Frontex et les centres de rétention d'étrangers incarnent les emblèmes les plus paradoxaux. Ces barrières à l'immigration coûtent un pont tant du point de vue financier qu'humain. Elles ne parviennent nullement à maîtriser le phénomène migratoire. Elles génèrent des effets néfastes sur le vivre ensemble et la démocratie. Elles sont, enfin et surtout, contreproductives puisqu'elles attisent le

mythe de l'Eldorado et alimentent le fonds de commerce des passeurs mafieux. Pourtant, à chaque "crise" ou "problématique" des migrants, les gouvernements ont pour seule réponse, ou presque, un renforcement de ces dispositifs de fermeture qui ne font qu'entretenir la dite crise... Prendre le problème à la racine exigerait de transformer en profondeur les politiques d'asile et de migration afin de les rendre plus conformes au mouvement du monde et aux motifs actuels de migration. Afin aussi de rendre profitable à tous un phénomène qui existe de toute façon et n'est problématique que parce qu'il n'est pas reconnu, assumé et encadré. Afin, enfin, d'accorder à tous les droits et libertés que nous nous octroyons et proclamons universels.

La critique laïque de la politique de prohibition des drogues repose sur des constats et raisonnements analogues. La prohibition ne réussit nullement à réduire la consommation de stupéfiants. D'une certaine manière, elle la provoque et la pousse à se pratiquer dans des conditions clandestines et précaires, avec des produits de mauvaise qualité et dangereux. Elle favorise les consommations problématiques, les dépendances rapides et le business des dealers et de la mafia. Elle ravage la santé et les finances publiques. Depuis quelques années, l'échec de la guerre à la drogue est dénoncé par nombre d'experts, d'instances internationales et d'États. Mais nos gouvernements persistent à investir principalement dans la répression des petits consommateurs – qui engorgent inutilement les prisons – sans s'en prendre à l'industrie du crime et au

détriment d'une politique de prévention et de prise en charge publique de cet ancestral phénomène de société.

Il en va un peu de même avec les politiques de "déradicalisation" qui ne réfléchissent et n'agissent nullement sur les causes multiples et complexes de la radicalisation djihadiste mais se bornent à détecter, dénoncer, confronter ou réprimer de potentiels radicalisés. Ces pratiques visant des populations ciblées ont des effets stigmatisants qui peuvent en retour nourrir un sentiment d'injustice et des formes de radicalisation.

Face au colossal dérèglement climatique, les politiques publiques se focalisent sur les citoyens pour les inciter – à coups d'écotaxes et d'éco-chèques – à consommer mieux et gaspiller moins, ou pour les culpabiliser de laisser couler le robinet pendant qu'ils se brossent les dents. À l'échelle planétaire, quel est le poids de ces petits gestes quotidiens face à des industries gigantesques qui salissent ou gaspillent des hectolitres d'eau à la seconde et émettent des milliards de tonnes de CO₂ chaque année ? Au lieu de vouloir contrôler et limiter la consommation, ne serait-il pas plus décisif de s'attaquer à la base du problème en remettant en question les systèmes de production qui détruisent l'environnement et les entreprises de marketing qui poussent à consommer ce dont nous n'avons nul besoin ? Il est évidemment plus facile de responsabiliser le consommateur – d'autant plus avec un vernis de civisme qui donne bonne conscience – que de résister à la pression des lobbys industriels et de contraindre les détenteurs du grand capi-

tal à respecter les règles dictées par l'intérêt général et l'avenir de la civilisation.

DES RACINES À DÉTERRER

Toutes ces réponses politiques manquent d'audace et d'ambition face à l'ampleur des problèmes qu'elles prétendent régir. Elles ne prennent plus les choses à la racine, ne cherchent plus à agir décisivement sur les causes profondes des questions sociales dont elles ont la charge. Elles réfléchissent peu à leurs effets secondaires ou à long terme. Elles manquent de congruence. Bref, elles souffrent d'un déficit de radicalité, entendue au sens de s'occuper du principe premier des choses, d'avoir une action décisive sur les causes réelles d'un phénomène, d'aller jusqu'au bout de chacune des conséquences impliquées par un choix, d'être complet et cohérent.

À moins qu'il n'y ait une certaine cohérence à apporter aux problèmes rencontrés des solutions qui les perpétuent et les aggravent selon une logique de cercle vicieux qui permet aux mêmes politiques inefficaces de se répéter, aux mêmes responsables d'être réélus et à la société de surtout ne pas changer de base... Comme nous l'avions souligné avec nos analyses sur l'*Antécrise*, le gouvernement par la crise consiste à répondre à la faillite d'un système par le renforcement de celui-ci. La crise financière occasionne la prise de mesures fortes pour sauver la finance et les banques. La crise économique souligne qu'il faut relancer la croissance, intensifier la compétitivité et réduire les coûts du travail. L'ébranlement des frontières par la mondialisation s'accompagne de nostalgies nationalistes ou régionalistes...

Ces politiques publiques manquent encore de radicalité dans le sens où elles oublient ou renient leurs racines, leurs origines, leurs fondements. Elles ont d'abord toutes cédé sur la fonction première de l'instance politique en démocratie. Celle-ci a pour vocation d'organiser la vie collective sur le long terme en vue de l'intérêt général, de porter un projet de société et d'agir sur les structures sociales afin de le mettre en œuvre. Cette ambition a été totalement abandonnée au profit d'une gestion du présent, de la crise et des risques qui ne se soucie ni du passé ni de l'avenir. Ensuite, ces politiques foulent régulièrement aux pieds leurs socles que sont les préceptes de l'État de droit et des traités internationaux de protection des droits humains. Enfin, nous pourrions reprocher à la majorité des partis au pouvoir de renier leurs origines historiques et leurs principes premiers, qu'ils soient libéraux, socialistes, chrétiens ou écologiques.

Au final, à défaut de creuser les racines, on se contente de tailler des arbustes en proposant des aménagements du paysage, en coupant ce qui déborde les lisières, en écartant ce qui détonne dans la clairière...

Par Alexis MARTINET
Bruxelles Laïque Échos

BILLET D'HUMEUR NULLEMENT RADICAL

Toute lutte sociopolitique se situe dans un premier temps sur le champ du langage et des significations. Ainsi, s'il est à la mode d'utiliser l'adjectif "radical" pour renforcer ou délégitimer une action, un mouvement, voire un individu, il s'agirait encore de ne pas le faire à tort et à travers.

Il est toujours pertinent d'étudier l'étymologie d'un mot et l'évolution de son usage pour en découvrir les différentes acceptions contemporaines.

Du latin *radicalis*, dérivé de *radix*, "racine", son utilisation aujourd'hui est multiple et prête à confusion et à manipulation selon celui qui l'emploie dans un contexte donné.

Cette extension sémantique et pragmatique de la notion caractérise en effet les luttes menées à gauche comme à droite, célébrées en haut comme en bas.

Chaque camp veut un changement "radical" (profond) de la société, campant "radicalement" (à la racine, aux fondements) sur ses convictions, quitte à utiliser des moyens "radicaux" (action très énergique, efficace).

Et chaque camp s'offusque du "radicalisme" (absolutisme, sans nuance, ancré dans le passé) de l'adversaire, des moyens "radicaux" (extrêmes, violents) qu'il est prêt à mettre en œuvre pour imposer "radicalement" (intégralement, à tous les aspects de la vie sociale et politique) ses principes.

ON N'EST PAS PLUS AVANCÉ...

En rupture avec certaines théories politiques rationalistes qui postulent l'exis-

tence d'une société civile abstraite et universelle, la structure particulière des sociétés contemporaines pousse à prendre en considération le pluralisme comme donnée capitale. De nombreux mouvements sociaux et militants s'articulent en fonction de la revendication d'identités sociales, culturelles et locales spécifiques, tissées par des relations plurielles, dans une dynamique de confrontation, d'antagonisme et, par conséquent, de gestion de la différence.

Dans ce contexte, il nous semble intéressant de mettre en perspective le rapport à la "radicalité" comme étiquette apposée sur certaines actions militantes d'aujourd'hui et d'hier.

Si, comme l'écrit très justement Sébastien Kennes¹, "*le choix stratégique est lié au diagnostic qu'on pose sur le rôle de l'État et des relations entretenues avec lui*", à savoir, de choisir entre faire avec l'État, contre l'État ou sans l'État, il s'agit aussi, selon nous, de composer avec la société civile plurielle, dans le respect de ses différences.

Comprendre cette diversité et compter avec elle permet d'agir pour créer du consensus, rassembler plutôt qu'imposer, sortir l'oreille d'un microcosme idéologique qui est trop souvent l'apanage de nos milieux associatifs.

Agir pour changer le système semble parfois nécessiter des moyens que les autorités – étatiques ou privées – considèreraient comme "radicaux" : ne plus composer avec les règles fixées, les transgresser, invoquer un autre champ de légi-

timité que celui de l'ordre établi, récuser l'arbitrage des institutions en place, bref : ne plus vouloir jouer avec des dés pipés.

Ce qui nous semble essentiel d'ajouter, c'est la nécessité de ne pas sombrer dans ce "radicalisme" qui pousse à réfuter un système de domination pour venir en plaquer un autre, de gré ou de force.

S'il est dans la nature humaine de concevoir ses idées à travers le prisme d'une certaine "radicalité" afin de se forger la résistance nécessaire pour les défendre, le bât blesse lorsque cette "radicalité" est déviée vers une forme de dogmatisme par la simplification intellectuelle qu'elle octroie à son détenteur. Ce caractère absolu, définitif et total balaie d'un revers de main toute remise en question des idées, toute compréhension de la complexité des enjeux, toute reconnaissance des opinions différentes au profit d'un fanatisme qui impose sa vision du monde et méprise la diversité.

Il arrive souvent que la tendance au "radicalisme" dénature d'ailleurs l'idéologie elle-même défendue. Pour ne citer que cet exemple, lors de la Terreur, Robespierre, tellement attaché à l'application originelle et sans concession des droits de l'Homme, fit trancher les têtes de ceux qu'il considérait comme des opposants sans leur accorder le droit à un procès équitable, justement prévu dans ces mêmes textes qu'il voulait défendre.

Ce n'est pas déchoir, même lorsqu'on est partisan du plus grand des changements, d'échanger avec l'autre – qu'il paraisse endoctriné ou libre, vénal ou désintéressé,

de l'écouter, le sensibiliser, s'en instruire et accepter certains compromis afin de satisfaire aux droits et espoirs du plus grand nombre.

L'Histoire est jonchée de grandes causes qui tournèrent en catastrophes humaines du fait d'un "radicalisme" déplacé qui rejette toute adaptation et impose d'autorité une pensée "pure et entière" à une frange de la population exclue du débat.

Elle est également hantée de grandes causes classées sans suites, auto-dé légitimées par un discours et des actions trop "radicales", directement mis au ban par une société civile réfractaire, encouragée par les médias et les autorités.

Et que dire de toutes ces causes qui se sont essouffées par manque de dynamisme, d'efficacité, de "radicalité" diront certains.

Tout cela nous amène à penser que l'ambiguïté inhérente à la définition contemporaine et l'utilisation qui est faite du terme même de "radicalité" nous pousse à y préférer d'autres dénominations, plus précises, moins dérobées, moins connotées, moins spectaculaires...

¹ cf. "C'est qui le plus radical ?", p.25-28



EUROVILLAGE

UN FILM DE FRANÇOIS PIROT

**Lundi 20 juin
20h00
Ciné-rencontre**

Le film Eurovillage suit le quotidien de demandeurs d'asile qui résident dans un ancien village de vacances isolé au milieu de la forêt ardennaise converti en centre d'accueil. La projection sera suivie d'un échange en présence de Massoud Seydo, ancien habitant du centre d'accueil "Eurovillage", Malou Gay (CIRE), Mathieu Bietlot (Bruxelles Laïque) et Cécile Vanderstappen (CNCD)

Au Ciné Aventure, rue des Frippiers 57, Galerie du Centre Bloc II à 1000 Bruxelles.

Informations et réservations : Bruxelles Laïque - bruxelles.laique@laicite.be - 02/289.69.00.
Une co-organisation du CNCD, du CIRE et de Bruxelles Laïque.

Conseil d'Administration

Carlo CALDARINI
Edwin DE BOEVE
Anne DEGOUIS
Jean-Antoine DE MUYLDER
Michel DUPONCELLE
Isabelle EMMERY
Bernadette FEIJT
Thomas GILLET
Ariane HASSID
Christine MIRONCZYK
Michel PETTIAUX
Thierry PLASCH
Johannes ROBYN
Myriam VERMEULEN
Dominique VERMEIREN

Direction

Fabrice VAN REYMENTANT

Comité de rédaction

Juliette BÉGHIN
Mathieu BIETLOT
Paola HIDALGO
Sophie LEONARD
Alexis MARTINET
Cedric TOLLEY
Alice WILLOX

GRAPHISME

Cédric Bentz & Jérôme Baudet

EDITEUR RESPONSABLE

Ariane HASSID

18-20 Av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles

ABONNEMENTS

La revue est envoyée gratuitement aux membres de Bruxelles Laïque. Bruxelles Laïque vous propose une formule d'abonnement de soutien pour un montant minimum de 20 euros par an à verser au compte : **068-2258764-49**.

Les articles signés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.

En 2015, quelques mois après le drame de Charlie, nous avons consacré un dossier thématique (n°89) visant à analyser et mieux comprendre les causes multiples des attentats, tout en proposant humblement quelques pistes constructives pour échapper au piège du “diviser pour mieux régner”. Depuis lors, Bruxelles a été touché. Ces événements ont suscité d’innombrables tentatives d’analyses et d’explications autour du phénomène de “radicalisation” d’une frange extrême et violente de l’Islam. Dans ce dossier, nous proposons de déployer, déconstruire, complexifier, étendre, déraciner le terme et évoquer les “radicalités” dans leurs différentes acceptations. Ce dossier interrogera autant les processus qui contribuent à cette radicalisation destructrice que d’autres modalités de la radicalité : les radicalités qui ne disent pas leur nom, les radicalités occultées, celles plus constructives et peut-être nécessaires pour prendre à bras-le-corps les défis de l’avenir. Une mise en abîme pour prendre de la distance, mieux se positionner et faire preuve d’autocritique sans dépolitiser le débat actuel.



Avenue Stalingrad 18-20 • 1000 Bruxelles
Tél : 02 289 69 00 • fax : 02 289 69 02
www.bxllaïque.be • bruxelles.laïque@laicite.be